



The European Agricultural Fund for Rural Development:
Europe investing in rural areas



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

Rapport annuel de mise en œuvre

France - Rural Development Programme (Regional) - Poitou-Charentes

Rapport annuel de mise en œuvre	
Période	01/01/2020 - 31/12/2020
Version	2020.1
Statut - Nœud actuel	Accepté par la CE - European Commission
Référence nationale	
Date d'approbation par le comité de suivi	17/06/2021

Version du programme en vigueur	
CCI	2014FR06RDRP054
Type de programme	Programme de développement rural
Pays	France
Région	Poitou-Charentes
Période de programmation	2014 - 2020
Version	12.0
Numéro de la décision	C(2020)656
Date de la décision	07/02/2020
Autorité de gestion	Région Nouvelle-Aquitaine
Organisme de coordination	Agence de Services et de Paiement Mission de coordination des organismes payeurs des fonds agricoles (MCFA)

Table des matières

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS.....	4
1.a) Données financières	4
1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées	4
1.b1) Tableau récapitulatif	4
1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire	12
1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F	50
1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]	51
1.f) Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes	51
1.g) Taux de change utilisé pour la conversion dans le RAMO (pays hors zone euro).....	54
2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION	55
2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.	55
2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).	55
2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).	56
2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.	58
2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.	59
2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).	59
2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).	60
3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES	61
3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme	61
3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces	65
4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME	67
4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action	67
4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau).....	67
4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action	68
4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission]	69

5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE.....	72
6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES	73
7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME.....	74
8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013	75
9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION.....	77
10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]	78
11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES.....	90
Annexe II	91
Documents	103

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS

1.a) Données financières

Voir les documents joints

1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées

1.b1) Tableau récapitulatif

Domaine prioritaire 1A						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2020			0,09	23,51	0,38
	2014-2019			0,08	20,90	
	2014-2018			0,06	15,67	
	2014-2017			0,01	2,61	
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1B						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2020					2,00
	2014-2019					
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1C						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2020					0,00
	2014-2019					
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)		2014-2020	4,70	89,94	4,70	89,94	5,23
		2014-2019	3,75	71,76	3,89	74,44	
		2014-2018	2,90	55,49	3,04	58,17	
		2014-2017	3,47	66,40	2,09	39,99	
		2014-2016	0,49	9,38	0,49	9,38	
		2014-2015	1,98	37,89	0,31	5,93	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	911 318,12	47,96	594 194,34	31,27	1 900 000,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	44 176 660,67	97,27	32 942 921,85	72,54	45 414 764,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	45 087 978,79	95,29	33 537 116,19	70,88	47 314 764,00

Domaine prioritaire 2B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)		2014-2020	3,94	95,50	3,94	95,50	4,13
		2014-2019	3,34	80,96	3,34	80,96	
		2014-2018	2,62	63,50	2,62	63,50	
		2014-2017	4,99	120,95	1,94	47,02	
		2014-2016	1,09	26,42	1,09	26,42	
		2014-2015	1,34	32,48	0,66	16,00	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	21 919 386,02	77,08	17 212 653,13	60,53	28 437 500,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	21 919 386,02	77,08	17 212 653,13	60,53	28 437 500,00

Domaine prioritaire 3A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)		2014-2020	0,21	15,72	0,17	12,73	1,34
		2014-2019	0,19	14,22	0,17	12,73	
		2014-2018	0,16	11,98	0,10	7,49	
		2014-2017	0,19	14,22	0,01	0,75	
		2014-2016	0,04	2,99	0,11	8,23	
		2014-2015	0,06	4,49	0,03	2,25	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M03	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	922 109,58	75,45	424 684,84	34,75	1 222 222,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	1 530 597,22	96,19	1 479 735,61	92,99	1 591 254,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	351 899,85	58,31	0,00	0,00	603 485,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	2 804 606,65	82,08	1 904 420,45	55,73	3 416 961,00

Priorité P4						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T13: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2020					0,02
	2014-2019					
	2014-2018			0,01	44,70	
	2014-2017			0,01	44,70	
	2014-2016					
	2014-2015					
T8: pourcentage des forêts ou autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)	2014-2020					0,02
	2014-2019					
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015			0,01	44,70	
T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2020			5,67	1 213,89	0,47
	2014-2019			10,38	2 222,25	
	2014-2018			7,39	1 582,12	
	2014-2017			0,45	96,34	
	2014-2016					
	2014-2015					
T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	2014-2020			6,24	106,57	5,86
	2014-2019			11,41	194,86	
	2014-2018			7,97	136,11	
	2014-2017			3,17	54,14	
	2014-2016			0,13	2,22	
	2014-2015			0,13	2,22	
T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la	2014-2020			15,22	173,50	8,77

biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)		2014-2019			29,82	339,92	
		2014-2018			24,40	278,14	
		2014-2017			9,58	109,20	
		2014-2016			3,00	34,20	
		2014-2015			3,00	34,20	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	14 347 047,87	124,27	10 686 710,52	92,57	11 544 644,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	7 624 133,44	49,72	3 299 419,16	21,52	15 333 333,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	251 024,17	31,61	11 885,98	1,50	794 121,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	153 378 000,75	86,37	125 358 206,89	70,59	177 578 428,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	93 102 001,51	129,92	61 715 835,01	86,12	71 660 504,00
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	159 026 982,21	108,16	159 026 982,21	108,16	147 033 324,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	427 729 189,95	100,89	360 099 039,77	84,94	423 944 354,00

Domaine prioritaire 5A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)		2014-2020					5,39
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	2 033 018,20	3,22	551 066,81	0,87	63 174 603,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	2 033 018,20	3,22	551 066,81	0,87	63 174 603,00

Domaine prioritaire 5C							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)		2014-2020	788 621,75	24,84	788 621,75	24,84	3 174 603,00
		2014-2019	698 208,00	21,99	698 208,00	21,99	
		2014-2018	564 748,60	17,79	564 748,60	17,79	
		2014-2017	581 372,37	18,31	218 714,06	6,89	
		2014-2016	198 944,06	6,27	198 944,06	6,27	
		2014-2015	270 467,66	8,52			
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	826 706,59	67,05	453 212,89	36,76	1 233 005,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	826 706,59	67,05	453 212,89	36,76	1 233 005,00

Domaine prioritaire 5E							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)		2014-2020			0,02	5,24	0,38
		2014-2019			0,02	5,24	
		2014-2018			0,01	2,62	
		2014-2017			0,01	2,62	
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	793 128,88	69,16	515 917,19	44,99	1 146 787,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	793 128,88	69,16	515 917,19	44,99	1 146 787,00

Domaine prioritaire 6A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)		2014-2020					135,00
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	7 030 098,20	82,02	5 110 310,90	59,62	8 571 429,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	692 646,25	101,48	776 531,63	113,77	682 521,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	582 095,80	59,45	350 000,00	35,75	979 127,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	8 304 840,25	81,16	6 236 842,53	60,95	10 233 077,00

Domaine prioritaire 6B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)		2014-2020					100,00
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)		2014-2020					4,49
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)		2014-2020			64,29	190,77	33,70
		2014-2019			64,29	190,77	
		2014-2018			64,29	190,77	
		2014-2017			64,29	190,77	
		2014-2016			64,29	190,77	
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	22 735 391,26	75,66	19 213 164,23	63,94	30 050 854,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	19 142 407,54	49,75	13 503 257,25	35,10	38 475 000,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	41 877 798,80	61,11	32 716 421,48	47,74	68 525 854,00

1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire

Eléments introductifs

L'année 2020 est la septième et dernière année effective de la programmation 2014-2020. Cependant, il doit être précisé que cette programmation va être prorogée de deux ans et ce au titre des années dites de transition 2021 et 2022. Elles ont été définies par le Règlement (UE) 2020/2220 du 23 décembre 2020 établissant ces dispositions transitoires.

Le retard de programmation des premières années de réalisation du Programme de Développement Rural (PDR) Poitou-Charentes a été résorbé avec un taux de programmation général de 90,9 % de la maquette globale, un taux d'engagement de 90,2% et un taux de paiement de 75,4 %.

En ce qui concerne les dispositifs LEADER et de développement rural, plus complexes dans leur mise en œuvre et lancés tardivement, ces derniers accusaient encore un retard important en 2019 mais celui-ci commençait à se résorber avec une courbe des paiements en nette hausse.

En 2020, le rythme d'engagement et de paiement est en forte accélération en particulier pour le programme LEADER, l'une des explications demeure dans la décision de l'Autorité de gestion de mettre en place d'importants moyens humains et financiers comme par exemple l'objectif de 32% de paiement fixé aux GAL au 31/12/2020 qui a ainsi permis d'accélérer le dépôt des demandes de paiement.

L'année 2020 a aussi été marquée par la pandémie liée au virus COVID-19. Les mesures prises par les autorités nationales relatives aux confinements successifs ont amené l'Autorité de Gestion à faire preuve de réactivité et d'adaptation.

La généralisation du télétravail des agents en charge du FEADER a été réalisée tout en maintenant la continuité de la gestion des dossiers et la poursuite des paiements.

A cette fin, une note d'instruction a été rédigée afin d'adapter et de simplifier les procédures tenant ainsi compte de l'état d'urgence sanitaire et de ses conséquences matérielles (interdiction des déplacements par décret en date du 16 mars 2020). Son champ d'application concernait uniquement les mesures HSI/GC. Cette note a tenu compte des différentes évolutions et a donc été modifiée, complétée (régulièrement (dernière version V1.4 du 26 juin 2020).

Des mesures dérogatoires visant à simplifier les procédures ont été prises aux différentes étapes du cycle de vie d'un dossier.

A titre d'exemple, des prorogations d'appels à projets ont été autorisées au cas par cas et si et seulement si la date de dépôt intervenait postérieurement au 16 mars 2020. La dématérialisation du dépôt de dossier et de l'accusé réception de recevabilité ont été autorisés sous certaines conditions (envoi du dossier format papier au service instructeur dans les 3 mois suivants la fin du confinement).

Le décret du 29 octobre 2020 relatif au second confinement a quant à lui posé pour règle que "tout ce qui pouvait être télé-travaillé devait l'être".

Dès lors, l'absence de fondement juridique n'a pas permis de mettre en œuvre des dérogations pour les Visites Sur Place (VSP) ou dépôt des dossiers physiques car l'interprétation a contrario du principe édicté par le décret induit qu'il est question en l'espèce d'actions non télé-travaillables pouvant donc continuer.

Les activités de contrôles et de visites sur place ont ainsi été maintenues. Les mesures dérogatoires telles que les signatures numériques n'ont pas été reconduites.

Néanmoins, certaines pratiques pouvaient être activées et sont devenues des pratiques courantes autorisées comme l'envoi par mail de l'accusé réception.

Précisions sur les données quantitatives présentées dans le rapport de mise en œuvre portant sur l'année 2020 :

L'Autorité de gestion souhaite attirer l'attention de la Commission européenne sur plusieurs éléments :

1. Conformément à la possibilité réglementaire introduite le 23 février 2018 dans le règlement n°215/2014 (règlement de mise en œuvre 216/2018), l'autorité de gestion continue à utiliser la nouvelle approche de comptabilisation des dossiers en intégrant les dossiers ayant reçu un premier paiement
2. La disponibilité des données liées aux indicateurs RAMO dans les logiciels de gestion OSIRIS et ISIS est toujours incomplète notamment sur les dossiers 2014, 2015 et 2016. Aussi, cela a nécessité un important travail de reconstitution manuelle des données pour un nombre significatif de dossiers. Ce travail a pu générer quelques erreurs sans toutefois entacher la fiabilité des données constitutives du présent RAMO. Les données quantitatives (programmation, engagement, paiement) fournies dans cette section s'arrêtent au 31/12/2020. Elles peuvent parfois être complétées par des données 2021, identifiées en tant que telles, lorsque ces compléments permettent d'apporter quelques explications complémentaires sur les retards de mise en œuvre.
3. Concernant la section 10 relative aux instruments financiers, Alter'NA étant géré à l'échelle Nouvelle-Aquitaine les montants concernant les coûts et frais de gestion sont globalisés par le FEI. Les montants présentés au point 17 ont été proratisés par rapport au poids que représente chaque PDR dans Alter'NA.
4. Il est apparu que des erreurs dans le traitement des extractions des données surfaciques, avaient été commises dans l'établissement des précédents RAMO. Ces erreurs ont été corrigées par l'Autorité de gestion à l'occasion de l'établissement du RAMO 2020. Ainsi ces corrections ont entraîné une diminution des valeurs cibles T9 ; T10 et T12 du tableau D de la section 11 dans le RAMO 2020 par rapport au RAMO 2019.
5. Dans l'indicateur O1 "avec surface admissible en AB" du tableau C.1.3 de la section 11, la part d'aide publique MAEC dédiée aux exploitations AB était dans les précédents RAMO erroné. En effet cet indicateur lié à un report d'une ancienne table comportant des erreurs, surestimait très fortement le nombre de bénéficiaires AB. Cet indicateur a été entièrement recalculé en ne prenant en compte que les dernières versions (2021) des tables d'exploitants fournies par l'ASP + MAE2. L'indicateur O1 du tableau C.1.3 étant un montant cumulé, celui-ci est donc en baisse par rapport au précédent RAMO.

Etat d'avancement de la programmation 2014-2020 : années 2014, 2015, 2016, 2017, 2018 2019 et 2020:

La mise en œuvre des dispositifs du PDR Poitou-Charentes sur le territoire a progressé de manière significative en 2020 (cf graphique FEADER engagé par priorité en fin de section 1.c).

En 2021, 41 TO étaient ouverts sur le PDR Poitou-Charentes soit 373 777 335 M€ de FEADER

programmés depuis le début de la programmation.

1. Etat d'avancement de la Priorité 1 - Favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que dans les zones rurales

- ***Domaine Prioritaire 1A - Favoriser l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales***

Cette priorité concerne la mesure 1 (TO : 1.2.1 ; 1.2.2) activée dans le cadre des domaines prioritaires 1A et 1C ainsi que la mesure 16 (TO : 16.1.1) activée dans le cadre des domaines prioritaires 1A et 1B.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2020

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
1.2.1	1 520 000	7	572 518	37.7%	2	161 868	10.6%	2	37 012	2.4%
TOTAL	1 520 000	7	572 518	37.7%	2	161 868	10.6%	2	37 012	2.4%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 7 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 572 518 € soit un taux de programmation de 37.7%.
- 2 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 161 868 € soit un taux d'engagement de 10.6%.
- 2 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 37 012 € soit un taux de paiement de 2.4%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
1.2.1	1 520 000	50	1 465 326	96.4%	44	1 088 809	71.6%	36	475 304	31.3%
TOTAL	1 520 000	50	1 465 326	96.4%	44	1 088 809	71.6%	36	475 304	31.3%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- **50 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 1 465 326 € soit un taux de programmation de 96.4%.**
- **44 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 1 088 809 € soit un taux d'engagement de 71.6%.**
- **36 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 475 304 € soit un taux de paiement de 31.3%.**

Pour la mesure 1, les TO 1.2.1 et 1.2.2 - Projets de démonstration et actions d'information ont été lancés en 2015.

TO 1.2 Activités de démonstration et d'information :

Le type d'opération 1.2 a été modifié fin 2016 de façon à harmoniser ce dispositif à l'échelle de la Région Nouvelle-Aquitaine. En effet, la Région est le seul co-financeur de ce type d'opération. Les deux TO du PDR Poitou-Charentes ont été fusionnés dans un seul dispositif couvrant à la fois les actions d'information et les activités de démonstration.

Un nouvel AAP a été lancé en 2018 avec pour objectif de mettre en place des systèmes de production plus performants et durables, de renforcer les synergies entre acteurs, de consolider le système de recherche-innovation et d'assurer le maintien de l'élevage. Au vu des problématiques et enjeux identifier la Région a défini 4 axes de travail :

- Développer la compétitivité des filières en favorisant la diffusion des innovations auprès des professionnels
- Favoriser l'autonomie alimentaire dans les élevages
- Réduire la quantité d'intrants utilisés
- Garantir la biosécurité pour éviter les épizooties et les pertes économiques qui en découlent.

Cet appel à projet a permis à des bénéficiaires de déposer des dossiers pluriannuels se déroulant sur les années 2018 et 2019. 5 dossiers ont été programmés en 2019 pour 239 522 € de FEADER.

En 2020, un nouvel AAP couvrant la période 2020-2021 a été lancé.

Afin d'être en cohérence avec l'ambition n° 2 « Accélérer et accompagner la transition agroécologique » de la feuille de route Transition énergétique et écologique Néo Terra portée par la Région Nouvelle-Aquitaine, les objectifs globaux de ce nouvel AAP ont été réorientés :

- la sortie des pesticides,
- le bien-être et la bientraitance animale,
- l'adaptation au changement climatique,
- l'atténuation du changement climatique.

Cela a aussi impliqué l'adaptation de la grille de sélection qui s'avère être fortement dépendante de Pertinence de l'action proposée par rapport aux objectifs et résultats attendus pour cet appel à projets.

Ainsi, tous les projets doivent dorénavant et ce de manière systématique présenter un caractère collectif et répondre aux objectifs portés par Néo Terra.

Le lancement de cet AAP a été concomitant aux mesures de confinement liées à la pandémie COVID.

Dès lors, des adaptations ont dû être réalisées.

Dans le cadre de sa gestion, une modification de l'article 5 relative aux modalités de dépôt et d'instruction a été effectuée.

Il est à noter d'ores et déjà que des actions prévues initialement dans les demandes d'aide ont pu être impactées : par exemple, la réalisation physique de certaines d'entre elles comme les modalités pratiques de diffusion des connaissances avec le passage du "présentiel" au virtuel.

L'appel à projet s'est réalisé sur l'année 2019 avec une date de dépôt au 30/11/2018. 3 dossiers ont été déposés et retenus pour une enveloppe FEADER de 151 263,98 €

La Région, a également voulu inscrire dans un Pacte d'ambition régionale signé entre la Région, l'Etat et les professionnels agricoles des objectifs pluriannuels en matière de développement de l'agriculture biologique, d'approvisionnement local, d'accompagnement des entreprises agricoles et agroalimentaires et des organisations qui les appuient. Ce pacte est la continuité du Programme national Ambition Bio. Ce pacte fixe les objectifs suivants :

- Développer les surfaces en agriculture biologique pour atteindre 10 % de la SAU régionale en Bio à l'horizon 2020 ;
- Développer le chiffre d'affaire pour atteindre 1,2 milliards d'euros de chiffre d'affaire bio à l'horizon 2020 ;
- Améliorer l'organisation des filières et aller vers une juste répartition de la valeur ajoutée ;
- Favoriser le développement du bio dans la restauration hors domicile et sur les marchés locaux, et notamment atteindre, en 2020, un taux de 20% de produits bio dans les cantines des lycées ;
- Apporter clarté et visibilité dans les soutiens publics.

Un bilan relatif aux objectifs énumérés ci-dessus a été réalisé et présenté au cours du premier trimestre 2021.

Entre 2017 et 2020, c'est une augmentation de 31% relative au développement des SAU (surfaces agricoles utiles) régionale en Bio qui est constatée sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine, la moyenne française étant de + 28%.

Ainsi, en 2020, les surfaces en agriculture biologique atteignent 8,2% des SAU pour un objectif visé de 10% et le nombre d'exploitations en AB (agriculture biologique) progresse de 32% durant la même période (contre 25% en France) représentant alors 11% des exploitations en Nouvelle-Aquitaine.

A cela s'ajoute, une nette augmentation de la conversion en AB dans la région : + de 17% contre 11% en France.

Quant au chiffre d'affaire bio qui devait être de 1,2 milliard d'euros en 2020, il a été dépassé pour atteindre 1,9 milliard d'euros.

Ce pacte représente en 2020 un montant de 37,5 millions d'euros de FEADER sur un montant total de 51,8

millions d'euros soit 23% du budget global de la Région et du FEADER.

Les objectifs d'accompagner, faciliter, développer l'agriculture biologique, de diffuser les produits issus de cette dernière sont alors atteints démontrant la pertinence de ce pacte et l'efficacité du soutien des différents acteurs publics.

En 2021, la prévision est d'arriver à 40, 6 millions d'euros de FEADER pour à la fois atteindre les objectifs initiaux mais aussi mettre en œuvre des nouvelles actions :

- Accompagnement spécialisé aux conseils collectifs viticulture,
- Focus sur les filières pour une meilleure orientation des soutiens,
- Réseau des conseillers viti,
- Développement de site web pour la conversion AB

Plusieurs arguments amènent dès lors ce programme à être prolongé pour les années 2021 et 2022 :

- Se fixer des objectifs partagés et se donner les moyens pour les atteindre,
- Réaffirmer l'engagement Etat-Région à soutenir la filière pendant la transition,
- Réaffirmer la nécessaire collaboration entre partenaires pour atteindre les objectifs fixés,
- Donner de la visibilité aux professionnels dans les soutiens publics,
- Apporter de la cohérence à l'action publique.

Les objectifs sont donc revus à la hausse pour les années 2021 et 2022 :

- 11% des Surfaces Agricoles Utiles (SAU) de la Nouvelle-Aquitaine en Agriculture Biologique,
- 15% des exploitations en Agriculture Biologique (AB),
- 2,5 milliards d'euros de chiffre d'affaire Agriculture Biologique (AB),
- 20% de produits Agriculture Biologique (AB).

A ce jour, il n'y a pas de dossiers programmés en sur le territoire de l'ex Poitou-Charentes dans le cadre de l'AAP 2020-2021.

Pour la mesure 16, un appel à projet a été lancé en juin 2018 et clôturé fin août 2018 : 23 projets PEI ont candidaté. 8 ont été retenus permettant la coopération de près de 110 structures ou acteurs sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine. 2 projets ont été programmés sur le PDR Poitou-Charentes pour 482 788 € de FEADER ce qui représente 100% de la maquette.

Il n'y a pas eu de nouvel appel à projets lancé en 2019 et 2020. La raison tient à la fois à un dispositif dont l'instruction et le paiement (des frais salariaux notamment) sont peu aisés à mettre en œuvre et à des projets s'étalant sur 2 à 3 ans

- ***Domaine Prioritaire 1B - Renforcer les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement***

Cf. éléments ci-dessus (1A) pour la mesure 16 non lancée.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2020

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
16.1.1	482 788	0	0	0.0%	1	281 520	58.3%	0	0	0.0%
TOTAL	482 788	0	0	0.0%	1	281 520	58.3%	0	0	0.0%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 0 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 0 € soit un taux de programmation de 0%.
- 1 dossier a été engagé en 2020 pour un montant de 281 520 € soit un taux d'engagement de 58.3%.
- 0 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 0 € soit un taux de paiement de 0%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
16.1.1	482 788	2	482 788	100.0%	2	482 593	100.0%	0	0	0.0%
TOTAL	482 788	2	482 788	100.0%	2	482 593	100.0%	0	0	0.0%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 2 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 482 788 € soit un taux de programmation de 100%.
- 2 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 482 593 € soit un taux d'engagement de 100%.
- 0 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 0 € soit un taux de paiement de 0%.

1.2 Etat d'avancement de la Priorité 2 - Amélioration de la viabilité des exploitations agricoles et la compétitivité de tous les types d'agriculture dans toutes les régions et promotion des technologies

agricoles innovantes et de la gestion durable des forêts

Cette priorité concerne les mesures 1 et 4 soit 4 TO : 1.2.1 ; 1.2.2 ; 4.1.1 ; 4.1.2, 4.1.4, 4.1.5 et 4.2.3 dans le cadre du domaine prioritaire 2A et les TO 6.1.1, 6.1.2 dans le cadre du domaine prioritaire 2B.

La modification stratégique de décembre 2017 a permis à l'Autorité de gestion de fermer plusieurs dispositifs :

- 1.1.1 Formation
 - 2.1.1 Conseil
 - 4.1.2 Investissements pour les cultures spécialisées : fermé dans le cadre de la modification stratégique 2017 mais pour lequel des dossiers ont été engagés et payés en 2014 et 2015
 - 6.1.2 Prêts bonifiés : fermé dans le cadre de la modification du cadre national mais pour lequel des dossiers ont été engagés et payés depuis la période de transition.
-
- ***Domaine Prioritaire 2A - Améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché ainsi que la diversification agricole***

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2020

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
1.2.1.	1 520 000	7	572 518	37.7%	2	161 868	10.6%	2	37 012	2.4%
4.1.1	23 048 655	232	3 504 606	15.2%	254	3 697 528	16.0%	209	2 607 689	11.3%
4.1.2	621 619 0	0	0	0.0%	0	0	0.0%	3	17 699	2.8%
4.1.4	2 585 000	64	1 051 406	40.7%	39	580 858	22.5%	39	429 492	16.6%
4.1.5	1 400 000	0	0	0.0%	0	0	0.0%	0	0	0.0%
4.2.3	600 000 0	0	0	0.0%	0	0	0.0%	0	0	0.0%
TOTAL	29 775 274	303	5 128 530	17.2%	295	4 440 253	14.9%	253	3 091 891	10.4%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 303 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 5 128 530 € soit un taux de programmation de 17.2%.
- 295 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 4 440 253 € soit un taux d'engagement de

14.9%.

- 253 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 3 091 891 € soit un taux de paiement de 10.4%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
1.2.1.	1 520 000	50	1 465 326	96.4%	44	1 088 809	71.6%	36	475 304	31.3%
4.1.1	23 048 655	1 530	20 021 419	86.9%	1 386	19 169 823	83.2%	819	14 025 384	60.9%
4.1.2	621 619	70	612 875	98.4%	70	612 875	98.6%	53	589 906	94.9%
4.1.4	2 585 000	179	2 640 016	102.1%	179	2 576 819	99.7%	92	1 054 574	40.8%
4.1.5	1 400 000	0	0	0.0%	0	0	0.0%	0	0	0.0%
4.2.3	600 000	0	0	0.0%	0	0	0.0%	0	0	0.0%
TOTAL	29 775 274	1 829	24 739 636	83.1%	1 679	23 448 326	78.8%	1 000	16 145 168	54.2%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- **1 829 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 24 739 636 € soit un taux de programmation de 83.1%.**
- **1 679 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 23 448 326 € soit un taux d'engagement de 78.8%.**
- **1 000 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 16 145 168 € soit un taux de paiement de 54.2%.**

5 TO lancés :

TO 1.2.1 - Activités de démonstrations

TO 1.2.2 - Activités d'information

Ces deux TO sont maintenant fusionnés dans un seul et même TO harmonisé au niveau de la Nouvelle-Aquitaine et couvrant les activités de démonstration et d'information. Cf. éléments ci-dessus (DP 1A)

TO 4.1.1 - Investissements pour la modernisation des élevages :

Le TO 411 sur le territoire du PDR Poitou-Charentes est consacré depuis 2014 au "Plan de modernisation des Elevages". Les CUMA étaient précédemment éligibles à ce TO mais l'harmonisation des dispositifs dans le cadre de la fusion des Régions a consisté à créer un dispositif spécifique pour les investissements collectifs portés par les CUMA.

L'opération est inscrite dans le cadre du Plan de Compétitivité des Exploitations Agricoles (PCEA). L'objectif est de favoriser les investissements liés à la performance économique et la durabilité du secteur de l'élevage grâce à la modernisation des bâtiments et des équipements, la diminution de la consommation énergétique, l'autonomie alimentaire, l'amélioration des conditions de travail des exploitants, le bien-être des animaux, les conditions d'hygiène et la gestion des effluents.

En Nouvelle-Aquitaine, deux appels à projets se sont succédé. Le premier d'octobre 2018 à mai 2019 (857 dossiers déposés dont 822 sélectionnés) puis de juillet à août 2019 (325 dossiers déposés dont 315 sélectionnés) soit en totalité 1137 dossiers.

En 2020, le nouvel appel à projets comprend 3 périodes débutant le 29 janvier et prenant fin le 15 septembre et se présentant comme suit :

Période 1 : du 29 janvier au 15 mai

Période 2 : du 16 mai au 15 juillet

Période 3 : du 16 juillet au 15 septembre

Cet AAP s'intègre pleinement dans l'ambition portée par Neoterra, feuille de route de la Région Nouvelle-Aquitaine visant à accélérer la transition énergétique et écologique de notre territoire.

A cette fin, ce dispositif s'oriente entre autres sur des thématiques comme le bien-être animal, les circuits courts ou encore la certification BIO...

En l'espèce, la grille de sélection a été revue pour s'adapter à ces différents objectifs.

En Poitou-Charentes pour l'année 2020, 254 dossiers ont été engagés pour un montant FEADER de 3 697 528 €.

Au total sur la période 2014-2020 cela représente 1386 dossiers engagés pour un montant de 19 169 823 de FEADER € et 819 dossiers payés pour un montant de 14 025 384 € de FEADER.

On peut constater une bonne représentativité des 14 filières d'élevage de la Nouvelle-Aquitaine (43% bovin viande et 10% lait, 32% avicole, 14% ovin viande et lait) ainsi que des objectifs atteints sur les priorités de structuration, d'accompagnement des Nouveaux installés (46% des projets et 33% pour les JA). L'accent mis sur les critères de sélection entrant dans une démarche environnementale permet de financer 50% dossiers en certification environnementale et 10% en bio.

TO 4.1.2 - Investissements pour les cultures spécialisées :

L'opération 4.1.2 fait partie intégrante du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCEA). L'objectif est de favoriser le développement de productions régionales spécialisées pour permettre

le développement de marchés locaux et l'augmentation de la valeur ajoutée.

Au total, depuis 2014 sur ce dispositif, 70 dossiers ont été programmés représentant 612 875 € de FEADER. Ces 70 dossiers ont été engagés et 53 ont fait l'objet d'un paiement soit 589 906 € de FEADER.

Ce TO a été fermé lors de la modification stratégique de 2017.

TO 4.1.4 - Investissements collectifs CUMA :

Ce dispositif vise à soutenir les projets collectifs d'acquisition de matériels agricoles via les CUMA (Coopérative d'Utilisation du Matériel Agricole). Il est proposé depuis de nombreuses années sur le PDR Aquitaine et remporte un succès important et constant en nombre de projets.

Il est à souligner qu'il constitue au sein du PDR Poitou-Charentes le seul dispositif s'appuyant sur ce caractère collectif et il est à noter par ailleurs qu'il s'agit d'une spécificité française soutenue par la Commission européenne.

Dès lors, cette coopération et cette mutualisation offre l'opportunité à un grand nombre d'agriculteurs d'acquérir du matériel plus performant techniquement tout en contribuant à la baisse des charges d'exploitation (en particulier pour celles et ceux s'installant).

En plus de ses aspects sociétaux et économiques, la montée en technicité facilitée par ce dispositif favorise alors la compétitivité ce qui fonde son intégration au PCAE outil phare de la politique agricole de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Autre avantage de ce dispositif, toutes les filières peuvent être concernées par celui-ci. Il est donc proposé depuis de nombreuses années sur le PDR Poitou-Charentes et connaît un succès constant et important.

Les investissements éligibles ont peu évolué et on peut distinguer principalement les matériels ou les investissements collectifs environnementaux (végétal), les matériels liés à l'élevage et ceux spécifiques aux filières fruits.

Les principaux critères de sélection ont eux aussi peu évolué entre 2014 et 2020.

En 2017, suite à la fusion des Régions, l'aide aux CUMA a été harmonisée sur l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine. L'opération est inscrite dans le cadre du Plan de Compétitivité des Exploitations Agricoles (PCEA). Un appel à projets Nouvelle-Aquitaine a été ouvert en 2019 avec 2 périodes de dépôt (23 janvier au 31 mars 2019 puis avril à juin 2019) avec 171 dossiers sélectionnés pour un montant d'aide publique de 3 066 353 € dont 1 800 175 € FEADER.

En Poitou-Charentes pour l'année 2020 :

- 64 dossiers ont été sélectionnés pour 1 051 406 € de FEADER.

- les 3 critères de sélection les plus utilisés ont été les pratiques agro-environnementales, la structuration et l'organisation des CUMA et enfin les Jeunes Agriculteurs ou les Nouveaux Installés.

Les logiciels Osiris sont maintenant opérationnels sur les dispositifs avant et après harmonisation ce qui permet de reprendre un bon rythme de paiement.

TO 4.1.5 et TO 4.2.3 Instruments financiers :

La Région Nouvelle-Aquitaine a lancé en novembre 2018 un nouvel instrument financier pour favoriser l'accès au crédit du secteur agricole : le fonds Alter'NA. C'est un outil supplémentaire au service de la transition écologique. Il permettra au monde agricole d'investir dans des projets structurants tels que la création d'éco-serres en fruits et légumes, le développement des circuits courts et la création de valeur ajoutée au travers d'ateliers de transformation et de commercialisation à la ferme, la transformation des produits issus de l'agriculture biologique, etc. L'objectif est d'attribuer en 3 ou 4 ans 3000 prêts Alter'NA pour un portefeuille de prêts de 190 à 230 millions d'euros.

La Région intervient à l'échelle Nouvelle-Aquitaine à hauteur de 30 millions d'euros dans ce fonds, dont 13,6 M€ de Feader (8,6 M€ sur le PDR Aquitaine, 3M€ sur le PDR Limousin et 2 M€ sur le PDR Poitou-Charentes). La programmation interviendra en 2020.

2020 est la première année de mise en œuvre de ce fonds au bénéfice du secteur agricole et des entreprises agro-alimentaires. En Poitou-Charentes ce sont au total 49 bénéficiaires finaux qui ont été soutenus pour un montant d'Equivalent Subvention Brute de 1 733 968 € représentant un montant d'investissement de 13 729 622 €.

- ***Domaine Prioritaire 2B - Faciliter l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations***

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2020

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
6.1.1	20 142 044	128	2 559 340	12.7%	134	2 660 280	13.2%	164	2 425 936	12.0%
6.1.2	207 956 0	0	0	0.0%	0	0	0.0%	0	0	0.0%
TOTAL	20 350 000	128	2 559 340	12.6%	134	2 660 280	13.1%	164	2 425 936	11.9%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 128 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 2 559 340 € soit un taux de programmation de 12.6%.
- 134 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 2 660 280 € soit un taux d'engagement de 13.1%.
- 164 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 2 425 936 € soit un taux de paiement de 11.9%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
6.1.1	20 142 044	1 130	17 647 010	87.6%	1 130	17 647 010	87.6%	996	12 450 450	61.8%
6.1.2	207 956	589	1 256 657	604.3%	589	1 256 657	604.3%	0	0	0.0%
TOTAL	20 350 000	1 719	18 903 667	92.9%	1 719	18 903 667	92.9%	996	12 450 450	61.2%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 1719 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 18 903 667 € soit un taux de programmation de 92.9%.
- 1719 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 18 903 667 € soit un taux d'engagement de 92.9%.
- 996 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 12 450 450 € soit un taux de paiement de 61.2%.

TO 6.1.1- Dotation jeunes agriculteurs (DJA) :

Lors du dernier Comité régional sur l'installation et la transmission (CRIT) de février 2017 il a été décidé de faire converger les mesures de la DJA des 3 PDR Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes et de revaloriser la DJA dès le mois de mars 2017 en instaurant la 4ème modulation "Coût de reprise/modernisation important". L'objectif est d'améliorer la mise en œuvre de cette mesure et son équité sur le territoire.

Les bénéficiaires de la DJA demeurent pour 85% des hommes. La forme sociétaire demeure majoritaire et la grande majorité des installations (+90%) se font à titre principal. L'augmentation des installations hors cadre familial se confirme, comme la proportion des jeunes agriculteurs ayant plus de 35 ans et moins de 40 ans.

Les modulations Agro-écologie, Valeur ajoutée emploi et coût de reprise-modernisation sont sollicitées à plus de 70 % par les jeunes.

En 2020, il y a eu 128 DJA programmés pour un montant de 2 559 340 € de FEADER aucun retard de paiement et d'engagement ne sont à relever, ce dispositif est à ce jour en vitesse de croisière.

TO 6.1.2 - Prêts bonifiés :

Suite à la suppression des prêts bonifiés (voir éléments 2016), pas d'éléments nouveaux en 2018, ni en 2020.

Depuis 2014, 589 dossiers ont été programmés et engagés pour un montant total de 1 269 475 € de FEADER.

1.3 Etat d'avancement de la Priorité 3 - Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles, le bien-être animal ainsi que la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture

Cette priorité concerne les mesures 3, 4 et 16 sur le DP 3A soit 5 DTO (3.1.1 ; 3.2.1 ; 4.2.1 ; 16.1.1 ; 16.4.1) et la mesure 5 non activée sur le DP 3B.

- ***Domaine Prioritaire 3A - Améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles***

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2020

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
3.1.1	19 189	-1	-288	-1.5%	0	0	0.0%	1	159	0.8%
3.2.1	750 811	2	117 886	15.7%	1	43 951	5.9%	5	119 728	15.9%
4.2.1	1 002 490	-1	-40 000	-4.0%	0	0	0.0%	12	26 461	2.6%
16.1.1	482 788	0	0	0.0%	1	281 520	58.3%	0	0	0.0%
TOTAL	2 255 278	0	77 598	3.4%	2	325 471	14.4%	18	146 348	6.5%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 2 dossiers ont été programmés et 2 dossiers déprogrammés en 2020 pour un montant de 77 598 € soit un taux de programmation de 3.4%.
- 2 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 325 471 € soit un taux d'engagement de 14.4%.
- 18 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 146 348 € soit un taux de paiement de 6.5%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
----	----------	-------------------------------	---------------------	----------------------------------	----------------------------	------------------	------------------------------	--------------------------	----------------	-----------------------------

			FEADER		engagés			payés		e
3.1.1	19 189	47	20 619	107.5%	44	18 738	97.7%	44	18 497	96.4%
3.2.1	750 811	18	596 722	79.5%	13	414 867	55.3%	10	263 975	35.2%
4.2.1	1 002 490	119	999 670	99.7%	106	890 930	88.9%	95	791 892	79.0%
16.1.1	482 788	2	482 788	100.0%	2	482 593	100.0%	0	0	0.0%
TOTAL	2 255 278	186	2 099 799	93.1%	165	1 807 128	80.1%	149	1 074 365	47.6%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 186 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 2 099 799 € soit un taux de programmation de 93.1%.
- 165 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 1 807 128 € soit un taux d'engagement de 80.1%.
- 149 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 1 074 365 € soit un taux de paiement de 47.6%.

4 TO lancés :

TO 3.1.1 - Favoriser les nouvelles participations des agriculteurs aux systèmes de qualité :

La mesure est clôturée depuis le 31 décembre 2017.

Au total, depuis le début de la programmation, 44 dossiers ont été engagés et payés pour un montant de 18 497 € de FEADER.

TO 3.2.1 - Opérations d'information et de promotion des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine :

Le dispositif 3.2 a été modifié en vue d'une harmonisation du dispositif cofinancé principalement par la Région en 2016. Le premier appel à projets commun aux 3 PDR a donc été lancé en 2017.

Lors de l'appel à projet 2020, 3 dossiers ont été sélectionnés pour 119 961,41 € de FEADER et 190 415.07 € d'aides publiques. Bien évidemment cet appel à projet a été perturbé par la crise sanitaire COVID-19.

3 SIQO (Signe d'identification de l'origine et de la qualité ou mode de valorisation de produits de la mer, agricoles, forestiers et alimentaires) sont concernées : AOP (Appellation d'origine protégée désigne un produit dont la qualité et les caractéristiques sont liées à une origine géographique et jouissent d'une certaine notoriété), agriculture biologique et Label Rouge. Les filières concernées sont les produits laitiers (beurre AOP Charente-Poitou), la viande ovine et l'agriculture biologique.

TO 4.2.1 - Investissements pour la transformation et la commercialisation des produits par les agriculteurs :

Ce dispositif soutient la diversification de l'activité agricole à travers la transformation et la

commercialisation des produits et favorise ainsi des revenus complémentaires pour les exploitations.

Ce TO a été fermé en 2019, les projets sont désormais accompagnés sur fonds Région uniquement.

Sur la période 2014-2019, 106 dossiers ont été engagés pour un montant de 890 930 € de FEADER et 95 dossiers ont été payés pour un montant de 791 892 € de FEADER.

TO 16.1.1 : PEI :

Un appel à projet a été lancé en juin 2018 et clôturé fin août : 23 projets PEI ont candidaté. 8 ont été retenus permettant la coopération de près de 110 structures ou acteurs sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine. 2 projets ont été programmés sur le PDR Poitou-Charentes pour 482 788 € de FEADER ce qui représente 100% de la maquette. Il n'y a pas eu de nouvel appel à projets lancé en 2019, ni en 2020.

1 TO non lancé : TO 16.4 Coopération en circuit court (CF éléments en DP 1A)

1.4 Etat d'avancement de la Priorité 4 - Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie

Cette priorité concerne les mesures 4, 7, 8, 10, 11, 12 et 13 soit 9 TO sur le domaine prioritaire 4A (4.4.1 ; 7.1.1 ; 7.6.1 ; 7.6.2 ; 7.6.3 ; 7.6.5, M10, M12, M13), 3 TO sur le domaine prioritaire 4B (4.1.3, 11.1.1 ; 11.2.2) et 2 TO sur le domaine prioritaire 4C (8.2.1 ; 8.5.1).

• Domaine prioritaire 4A

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2020

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.4.1	36 153	0	0	0.0%	0	0	0.0%	0	0	0.0%
7.1.1	400 000	0	0	0.0%	0	0	0.0%	0	0	0.0%
7.6.1	5 000 000	23	933 836	18.7%	14	232 102	4.6%	20	208 211	4.2%
7.6.2	1 460 000	34	349 208	23.9%	18	160 483	11.0%	20	136 870	9.4%
7.6.3	50 000	1	5 519	11.0%	2	12 928	25.9%	3	6 320	12.6%
7.6.5	1 500 000	11	150 225	10.0%	11	150 225	10.0%	22	134 434	9.0%
10	118 183 821	2 276	12 230 048	10.3%	2 276	12 230 048	10.3%	5 034	20 289 661	17.2%
13.2	110 274 993	3 467	18 087 318	16.4%	3 467	18 087 318	16.4%	3 383	17 858 385	16.0%

TOTAL	236 904 967	5 812	31 756 153	13.4%	5 788	30 873 104	13.0%	8 482	38 633 881	16.3%
-------	-------------	-------	------------	-------	-------	------------	-------	-------	------------	-------

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 5812 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 31 756 153 € soit un taux de programmation de 13.4%.
- 5788 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 30 873 104 € soit un taux d'engagement de 13%.
- 8 482 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 38 633 881 € soit un taux de paiement de 16.3%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.4.1	36 153	9	36 513	101.0%	8	33 845	93.6%	8	33 845	93.6%
7.1.1	400 000	0	0	0.0%	-	-	0.0%	0	0	0.0%
7.6.1	5 000 000	91	3 022 266	60.4%	80	2 157 951	43.2%	52	584 267	11.7%
7.6.2	1 460 000	197	1 446 646	99.1%	88	1 171 236	80.2%	36	434 033	29.7%
7.6.3	50 000	8	26 721	53.4%	8	29 973	59.9%	4	8 302	16.6%
7.6.5	1 500 000	110	1 527 226	101.8%	109	1 297 749	86.5%	95	1 033 911	68.9%
10	118 183 821	7 499	103 752 333	87.8%	9 655	113 147 034	87.8%	15 859	85 070 527	72.0%
13.2	110 274 993	21 683	118 035 753	107.0%	21 760	118 233 887	107.0%	18 572	101 604 774	92.1%
TOTAL	236 904 967	29 597	227 847 458	96.2%	31 708	236 071 675	99.6%	34 626	188 769 660	79.7%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 29597 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 227 847 458 € soit un taux de programmation de 96.2%.
- 31708 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 236 071 675 € soit un taux d'engagement de 99.6%.
- 34626 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 188 769 660 € soit un taux de

paiement de 79.7%.

• **Domaine prioritaire 4B**

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2020

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.1.3	5 472 973	217	648 719	11.9%	264	737 525	13.5%	157	747 124	13.7%
11.1.1	36 751 006	464	6 935 297	18.9%	464	6 935 297	18.9%	890	5 556 697	15.1%
11.2.2	15 494 372	775	1 238 847	8.0%	775	1 238 847	8.0%	481	1 557 899	10.1%
TOTAL	57 718 351	1 456	8 822 863	15.3%	1 503	8 911 669	15.4%	1 528	7 861 719	13.6%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 1456 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 8 822 863 € soit un taux de programmation de 15.3%.
- 1503 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 8 911 669 € soit un taux d'engagement de 15.4%.
- 1528 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 7 861 719 € soit un taux de paiement de 13.6%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.1.3	5 472 973	1 375	4 386 836	80.2%	1 443	4 230 364	77.3%	536	3 141 802	57.4%
11.1.1	36 751 006	3 033	37 075 223	100.9%	3 479	43 669 579	118.8%	3 525	25 340 408	69.0%
11.2.2	15 494	3 040	17 163	110.8%	3 806	18 400	118.8%	3 097	13 190	85.1%

	372		830			386			579	
TOTAL	57 718 351	7 448	58 625 890	101.6%	8 728	66 300 329	114.9%	7 158	41 672 788	72.2%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 7448 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 58 625 890 € soit un taux de programmation de 101.6%.
- 8728 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 66 300 329 € soit un taux d'engagement de 114.9%.
- 7158 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 41 672 788 € soit un taux de paiement de 72.2%.

• **Domaine prioritaire 4C**

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2020

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
8.2.1	4 350	0	0	0.0%	0	0	0.0%	0	0	0.0%
8.5.1	500 296	6	151 588	30.3%	5	114 526	22.9%	0	0	0.0%
TOTAL	504 646	6	151 588	30.0%	5	114 526	22.7%	0	0	0.0%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 6 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 151 588 € soit un taux de programmation de 30%.
- 5 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 114 526 € soit un taux d'engagement de 22.7%.
- 0 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 0 € soit un taux de paiement de 0%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
----	----------	-------------------------------	--------------------------------------	----------------------------------	----------------------------	------------------	------------------------------	--------------------------	----------------	-----------------------------

					s					
8.2.1	4 350	4	4 476	102.9%	3	4 476	102.9%	3	4 350	100.0%
8.5.1	500 296	10	185 962	37.2%	9	148 900	29.8%	0	0	0.0%
TOTAL	504 646	14	190 438	37.7%	12	153 376	30.4%	3	4 350	0.9%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 14 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 190 438 € soit un taux de programmation de 37.7%.
- 12 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 153 376 € soit un taux d'engagement de 30.4%.
- 3 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 4 350 € soit un taux de paiement de 0.9%.

TO 4.1.3 - Investissements pour la réduction des pollutions (PVE) :

L'opération 4.1.3 fait partie intégrante du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCAE). L'objectif est de favoriser la lutte contre les pollutions dues aux pesticides et fertilisants et de réduire la pression des prélèvements existants sur la ressource en eau par une meilleure gestion de l'irrigation.

La grille de sélection a été modifiée entre 2018 et 2019 pour prendre en compte les enjeux eau aussi bien en termes de qualité que de quantité de plus en plus prégnants dans la Région. Le choix a été fait de prioriser les investissements sur ces zones particulièrement sensibles identifiées par les Agences de l'Eau.

Cette modification a également permis d'intégrer les objectifs de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires souhaités par la Région à travers la feuille de route Neoterra.

Afin d'être en cohérence avec cet objectif, le choix a été fait de simplifier les catégories d'investissements en classant ces derniers par thématique et ce tout en intégrant du matériel plus performant.

Ce dispositif fonctionne en appel à projet à cheval sur deux années. Le premier a été lancé en octobre 2018 et s'est clos en avril 2019 : 206 dossiers ont été déposés et 152 sélectionnés pour 1 480 053 € d'aide publique. Le deuxième Appel à projet de mai 2019 à août 2019 a permis le dépôt de 127 dossiers dont 95 sélectionnés pour 1 016 337 € d'aide publique.

L'AAP lancé en 2019-2020 comprenait initialement 2 périodes mais en raison de la pandémie et du 1er confinement, 2 périodes ont été ajoutées pour ne pas pénaliser les futurs demandeurs. Ce dernier a débuté le 9 décembre 2019 et a pris fin au 30 septembre 2020 :

- période 1 : 9 décembre 2019 au 9 février 2020
- période 2 : 1er mars 2020 au 31 mai 2020
- période 3 : 1er juin 2020 au 31 juillet 2020
- période 4 : 1er septembre 2020 au 30 septembre 2020

La nouveauté de cet AAP demeure dans l'ajout du matériel d'occasion uniquement pour certains types

d'investissements comme les bineuses, les broyeurs ou trieurs...

Ce choix résulte des constatations suivantes.

Dans un premier temps, l'utilisation de ce type de matériel a un coût moindre tant pour le bénéficiaire que pour la collectivité.

De plus, il s'inscrit dans une démarche de développement durable puisqu'il permet de continuer à utiliser un matériel déjà existant limitant la « surproduction » et la « surconsommation ».

Dans un second temps, ce type de matériel ne devient pas techniquement obsolète rapidement et ce tout en continuant à faciliter la réduction d'utilisation de produits phytosanitaires répondant alors aux objectifs fixés par Néo Terra comme cité plus haut.

Et il faut ajouter que la possibilité de financer du matériel d'occasion n'a pas d'impact sur l'objectif poursuivi par ce dispositif qui est la baisse des intrants et l'amélioration de la qualité de l'eau.

En l'espèce, seul l'entretien par méthode mécanique, désherbage automatique est concerné et ce afin de tenir compte de la réalité du terrain.

Il est à noter que ce dispositif est sur un rythme de croisière quant à l'instruction et à l'engagement.

En 2020, le nombre de dossiers pour les différentes périodes a été pour la région Nouvelle-Aquitaine sur les 3 PDR:

-période 1: 339 dossiers reçus, 304 dossiers éligibles pour un montant total de 259 342,43 €

-période 2: 186 dossiers reçus, 144 dossiers éligibles pour un montant total de 131 529, 92 €

-périodes 3 et 4: 316 dossiers reçus, 308 éligibles pour un montant total de 402 280,94 €

Ce dispositif est sur un rythme de croisière sur l'instruction, l'engagement des enveloppes et le niveau de paiement en 2020.

TO 4.4.1 - Investissements pour la mise en place ou la restauration d'infrastructures agroécologiques :

L'opération 441 de la mesure 4 fait partie du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCAE).

Ce dispositif, a permis de financer sur fonds FEADER et sur la période 2014-2016, 8 opérations qui ont été engagées et payées pour un montant total de FEADER de 33 845 €.

Pour des raisons de simplification administrative cette opération est depuis 2017 uniquement financée sur fonds Région.

TO 7.1.1 - Etablissement et révision des plans de gestion liés aux sites NATURA 2000 :

Cette mesure du cadre national est dédiée à l'élaboration et à la révision des DOCOB des sites Natura 2000.

Une future programmation est envisagée en 2021.

TO 7.6.1 - Animation NATURA 2000 :

Cette mesure du cadre national est dédiée à l'animation des sites Natura 2000 sur la base du document d'objectifs (DOCOB) prévu sur chaque site. L'objet est de contribuer à la conservation ou à la restauration des habitats et des espèces ayant justifié la proposition d'un site Natura 2000.

Ce dispositif est en place depuis 2015. Ces projets sont pluriannuels par définition et la plupart ne sont pas achevés, d'où l'absence de paiement final. Le rythme est conforme à la fois aux prévisions et aux besoins d'animation dans les sites Natura 2000 du territoire.

L'outil OSIRIS permettant le paiement des dossiers a été livré en septembre 2017 mais n'est vraiment opérationnel que depuis début 2018. Les paiements de l'animation N2000 du territoire sont maintenant couverts au fur et à mesure en parallèle du rattrapage des dossiers antérieurs. Ils permettent de maintenir la bonne dynamique déjà lancée depuis 2015 grâce aux animateurs.

Cette situation se traduit également par une relance de la dynamique de contractualisation en 2018 (mesure 7.6 D), l'animateur N2000 étant un acteur clef pour la mise en œuvre de cette politique de contractualisation.

En 2020, 14 dossiers ont été engagés pour 232 102,39 € de FEADER. L'animation des sites est stabilisée dans ce secteur géographique.

TO 7.6.2 - Contrats NATURA 2000 ni agricole ni forestier :

Il s'agit d'une mesure du Cadre National. Le dispositif vise à financer les actions de conservation ou restauration des habitats et des espèces ayant justifié la proposition d'un site Natura 2000. Ce contrat permet de mettre en œuvre les préconisations de gestion des sites Natura 2000 définies dans le document d'objectifs (DOCOB) de chaque site. Il s'agit d'actions liées à l'entretien ou à la restauration des sites Natura 2000 (proposés ou désignés) à vocation non productive mises en place par des acteurs du monde rural, en dehors d'une activité agricole et en dehors des actions forestières productives. Le dispositif finance des contrats Natura 2000 renvoyant à des interventions sur des milieux très divers : zones humides, milieux aquatiques, forêts, landes, friches, coteaux, espaces littoraux...

Au total depuis le début de la programmation, 163 dossiers ont été programmés pour 1 097 448 € de FEADER soit 75% de la maquette dont 66 engagés pour un montant de 1 010 083 € de FEADER. L'outil Osiris complet a été livré en 2018 : 24 dossiers ont reçu un paiement pour 255 759 € de FEADER.

En 2020, 18 dossiers ont été engagés pour un montant de 160 482,86 €, dans le même ordre de grandeur que l'année précédente, ce qui démontre une stabilité dans le financement de ce type de dispositif.

TO 7.6.3 - Contrats Natura 2000 en forêt :

Il s'agit d'une mesure du cadre national. L'opération vise à financer des investissements visant l'entretien, la restauration ou la réhabilitation de milieux forestiers dans les sites Natura 2000. L'outil a été rendu disponible en 2018 et 8 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour 29 973 € de FEADER soit 60% de la maquette.

Deux des huit dossiers engagés au cours de la programmation l'ont été en 2020, pour un montant de 12 927,60 €.

TO 7.6.5 - Animation pour la mise en place des MAEC et le développement de l'Agriculture Biologique :

L'opération finance les actions d'animation, d'appui à la contractualisation et de communication nécessaires pour faire connaître, promouvoir et accompagner les agriculteurs dans le dispositif MAEC. Cette opération permettra aussi plus globalement d'informer les agriculteurs sur les enjeux environnementaux des territoires.

L'opération a été mise en œuvre en 2016.

En 2019, 13 dossiers ont été programmés pour 152 226 € de FEADER.

En 2020, dans un contexte financier tendu, les contrats MAEC 2021-2025 (5 ans) ont été réservés à quelques territoires seulement de la Région Nouvelle Aquitaine, essentiellement en Poitou-Charentes. Ainsi 11 dossiers, soit 13 territoires, ont pu bénéficier d'actions d'animation et d'appui à la contractualisation pour 150 225 € de FEADER.

TO 8.2.1 - Mise en place de systèmes agroforestiers :

Cette opération correspond au coût de mise en place de systèmes agroforestiers. Seule l'année de transition a été valorisée. Compte tenu des faibles montants d'investissements que représente cette opération, celle-ci est désormais mise en œuvre sans financement FEADER.

Ainsi sur ce TO, ce sont sur la période 2014-2016, 4 opérations qui ont été programmées et engagées pour un montant total de FEADER de 4 476 € de FEADER et 3 dossiers payés pour un montant FEADER de 4 349,98 €.

Cette opération est aujourd'hui fermée et la maquette est engagée à 100%.

TO 8.5.1 - Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers :

Ce TO n'a pas été lancé pour 2014-2017 compte tenu de la priorisation de l'instrumentation pour d'autres mesures. Un travail d'harmonisation a été conduit en 2017 à l'échelle des 3 ex régions.

En 2020, un appel à projet a été lancé.

Il comprend 2 périodes de dépôt (12 février au 7 mai / 8 mai au 25 septembre)

L'appel à projet harmonisé de 2020 a pour objectif d'encourager et de développer des modalités de gestion contribuant à façonner des peuplements forestiers résilients. En effet, et notamment face à des contraintes climatiques croissantes, il apparaît nécessaire d'intervenir afin de restaurer pour ces peuplements leur dynamique multifonctionnelle et leur biodiversité, et de développer les puits de carbone forestier.

En 2020, le seul impact de la pandémie et du 1er confinement à relever est relatif à la dématérialisation du dépôt de dossier et de l'accusé-réception sous format mail.

En 2020, 6 dossiers ont été programmés pour 151 588 € de FEADER.

M10 - Agroenvironnement – climat :

Ces dispositifs MAEC sont en place depuis 2014 (volet 2 de la transition) et 2015 (mesures du PDR), mais les retards pris par le plan d'action FEAGA impactant l'instruction des aides surfaciques du 2nd pilier n'ont

pas permis d'engager et payer les demandes 2015, 2016, 2017 et 2018 sur un calendrier normal. Il faut cependant noter que les demandeurs ont pu, dans leur grande majorité, bénéficier d'une avance de trésorerie remboursable (ATR) mise en place au niveau national par l'Etat.

Depuis 2019, le calendrier suit son cours normalement et aucun retard n'est à constater.

L'année 2020 est une année importante car les contrats de 2015 ont été prorogés (représentant la plus forte année d'engagement sur le PDR): une partie pour une durée de 1 an et une autre pour 5 ans.

En 2020, 5 034 contrats ont bénéficié d'un soutien pour 20 289 661 € de FEADER correspondant à une surface de 171 397 hectares.

M11 - Agriculture biologique :

Le FEADER soutient à travers cette aide les projets de conversion et de maintien en agriculture biologique. Pour ce faire, une aide annuelle est allouée pour alléger les surcoûts induits par les changements de pratique et la valorisation des produits non issus de l'agriculture conventionnelle.

Comme pour la mesure 10, le plan d'action FEAGA a considérablement ralenti l'instruction des mesures d'agriculture biologique. En 2017, l'outil ISIS est devenu opérationnel.

La modification stratégique de 2017 a permis de réajuster les sections financières en proposant notamment des mouvements de maquette en faveur de l'Agriculture biologique. En effet, on observe aujourd'hui sur l'ensemble de la Région Nouvelle-Aquitaine, et au niveau national, une dynamique de développement de l'Agriculture Biologique nettement plus rapide que celle initialement estimée. Les estimations actuelles montrent que ces surfaces auront plus que doublé d'ici à la fin de la programmation. L'Autorité de gestion a donc souhaité renforcer de manière significative l'intervention du FEADER sur cette filière dans le cadre de la mesure 11 des PDR. La fermeture d'un certain nombre de dispositifs au sein des PDR a permis d'alimenter en majeure partie cette mesure.

L'objectif de 10% de la SAU en AB est presque atteint.

Au total, depuis le début de la période de programmation, 110 M€ de dépenses publiques (dont 62,9 M€ de FEADER) ont été engagées; Cela représente 2 324 exploitants aidés et 119 707 ha engagés : 53,2 M€ de FEADER ont été payés depuis le début de la programmation.

Depuis le début de la programmation, 47 187 137 M€ de FEADER ont été payés (conversion et maintien en AB cumulés) pour un montant total (3 PDR confondus) de 125 294 813 M€ FEADER.

Pour la campagne 2020 le montant total des fonds publics consacrés à la CAB et la MAB en Poitou-Charentes est de plus de 17,5 M€ (dont 8,9 M€ de FEADER), ce qui représente 633 nouvelles exploitations et 25 761 ha contractualisés. Les surfaces engagées ainsi que le nombre d'exploitations est en augmentation depuis 2017.

TO 13.2 - Paiement d'indemnités pour les autres zones soumises à des contraintes naturelles importantes :

La maquette initiale a été calibrée en ne prenant pas totalement en compte l'augmentation du montant dès la deuxième année de programmation. De plus, la révision du zonage des zones défavorisées simples qui est entrée en vigueur en 2019 nécessitait une révision de maquette. Celle-ci est intervenue en 2018 dans le cadre

du transfert du 1er au 2nd pilier, réalisé par l'Etat.

Cette organisation ne concerne aucunement la zone montagne mais simplement les zones défavorisées simples et de piémont.

A compter de 2019, une nouvelle délimitation (zone montagne non concernée entendue comme une zone défavorisée simple) est entrée en vigueur. Les parcelles ne faisant plus partie du nouveau zonage bénéficient d'une valorisation modulée à 80% pour 2019 et 40% pour 2020.

En 2020, 3 383 exploitations ont reçu de l'ICHN pour 17 858 385 € de FEADER.

1.5 Etat d'avancement de la Priorité 5 - Promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente aux changements climatiques, dans les secteurs agricole et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie

Cette priorité concerne la mesure 4 dans le cadre du domaine prioritaire 5A (TO 4.3.1 ;) les mesures 4 et 16 sur le domaine prioritaire 5C (TO 4.3.2, TO 16.7.1), le mesure 8 dans le cadre du domaine prioritaire 5E soit (TO : 8.1.1, 8.3.1 ; 8.4.1).

• *Domaine Prioritaire 5A - Développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture*

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2020

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.3.1	2 000 000	1	33 013	1.7%	2	96 596	4.8%	1	90 122	4.5%
TOTAL	2 000 000	1	33 013	1.7%	2	96 596	4.8%	1	90 122	4.5%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 1 dossier a été programmé en 2020 pour un montant de 33 013 € soit un taux de programmation de 1.7%.
- 2 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 96 596 € soit un taux d'engagement de 4.8%.
- 1 dossier a été payé depuis en 2020 pour un montant de 90 122 € soit un taux de paiement de 4.5%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre	Montants	Taux de	Nombre	Montants	Taux	Nombre	Montants	Taux de
----	----------	--------	----------	---------	--------	----------	------	--------	----------	---------

	e	de dossiers programmés	programmés FEADER	programmation / maquette	e de dossiers engagés	ts engagés	d'engagement / maquette	e de dossiers payés	ts payés	paiement / maquette
4.3.1	2 000 000	13	458 576	22.9%	10	420 811	21.0%	7	285 408	14.3%
TOTAL	2 000 000	13	458 576	22.9%	10	420 811	21.0%	7	285 408	14.3%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 13 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 458 576 € soit un taux de programmation de 22.9%.
- 10 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 420 811 € soit un taux d'engagement de 21%.
- 7 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 285 408 € soit un taux de paiement de 14.3%.

TO lancé :

4.3.1 - Investissements d'hydraulique agricole liés à la substitution des prélèvements d'eau dans les milieux aquatiques :

Depuis 2015, 13 dossiers ont été programmés pour 458 576 € de FEADER soit 23% de la maquette globale. Sur ces 13 dossiers, 10 ont été engagés pour 420 811 € de FEADER et 7 payés pour 285 408 € de FEADER.

Les dossiers ne concernent que des études avant travaux. Aucun dossier de demande de travaux n'a été déposé à ce jour.

En 2020, aucun appel à projets n'a été ouvert.

Le PDR Poitou-Charentes a été modifié en 2020 afin de procéder à une augmentation de la maquette en ce qui concerne cette opération.

- ***Domaine Prioritaire 5C - Faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, des résidus et d'autres matières premières non alimentaires à des fins de bio-économie***

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2020

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
----	----------	-------------------------------------	---	-------------------------------------	----------------------------------	---------------------	------------------------------------	--------------------------------	-------------------	-----------------------------------

4.3.2	776 793	1	5 723	0.7%	1	5 723	0.7%	4	39 077	5.0%
TOTAL	776 793	1	5 723	0.7%	1	5 723	0.7%	4	39 077	5.0%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 1 dossier a été programmé en 2020 pour un montant de 5 723 € soit un taux de programmation de 0.7%.
- 1 dossier a été engagé en 2020 pour un montant de 5 723 € soit un taux d'engagement de 0.7%.
- 4 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 39 077 € soit un taux de paiement de 5%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.3.2	776 793	33	583 049	75.1%	31	527 235	67.9%	21	285 524	36.8%
TOTAL	776 793	33	583 049	75.1%	31	527 235	67.9%	21	285 524	36.8%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- **33 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 583 049 € soit un taux de programmation de 75.1%.**
- **31 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 527 235 € soit un taux d'engagement de 67.9%.**
- **21 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 285 524 € soit un taux de paiement de 36.8%.**

TO 4.3.2 Investissements pour l'accès aux ressources forestières :

Le développement de la desserte forestière constitue un enjeu majeur pour faciliter l'exploitation et la gestion des massifs forestiers. L'objectif est d'améliorer l'approvisionnement de la filière aval afin de satisfaire les besoins en bois des entreprises locales de la transformation. Les investissements ont porté principalement sur la création de pistes et d'aires de stockage.

Il faut noter que cette mesure a fait l'objet en 2017 d'une harmonisation au niveau de la Région Nouvelle-Aquitaine afin notamment d'homogénéiser les taux d'intervention dans les 3 PDR. Cette mesure est aujourd'hui gérée en appel à projets.

Depuis le début de la programmation, 33 dossiers ont été programmés pour 583 049 € de FEADER (dont 31 engagés) soit 67,9 % de la maquette. Les paiements ont démarré en avril 2018 depuis que l'outil Osiris

est fonctionnel : 21 dossiers ont été payés pour 285 524 € FEADER.

Un appel à projet 2019 avec une date de dépôt au 31 juillet 2019 a été lancé afin de financer des travaux sur la voirie interne aux massifs forestiers, des travaux de résorption des points noirs sur la voirie d'accès aux massifs ainsi que des études d'opportunité et d'impact écologique, économique et paysagère préalable. 12 dossiers ont été programmés pour 627 785€ de FEADER.

En 2020, 1 dossier en Poitou-Charentes a été retenu dans le cadre de l'appel à projets lancé le 12 février 2020 avec un montant de 5 723, 24 € de FEADER. Sur ce territoire du Poitou-Charentes, il est à relever que tout projet individuel doit s'inscrire dans une démarche de certification forestière.

- **Domaine Prioritaire 5E - Promouvoir la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie**

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2020

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
8.3.1	622 476	2	78 426	12.6%	2	78 426	12.6%	3	106 607	17.1%
8.4.1	100 000	0	0	0.0%	0	0	0.0%	0	0	0.0%
TOTAL	722 476	2	78 426	10.8%	2	78 426	10.9%	3	106 607	14.8%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 2 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 78 426 € soit un taux de programmation de 10.8%.
- 2 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 78 426 € soit un taux d'engagement de 10.9%.
- 3 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 106 607 € soit un taux de paiement de 14.8%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
8.3.1	622 476	16	574 403	92.3%	15	469	75.4%	10	311 496	50.0%

						099				
8.4.1	100 000	0	0	0.0%	0	0	0.0%	0	0	0.0%
TOTAL	722 476	16	574 403	79.5%	15	469 099	64.9%	10	311 496	43.1%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 16 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 574 403 € soit un taux de programmation de 79.5%.
- 15 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 469 099 € soit un taux d'engagement de 64.9%.
- 10 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 311 496 € soit un taux de paiement de 43.1%.

TO - 8.3.1 - Prévention des dommages causés aux forêts :

Les travaux de DFCI ont pour objectif de faciliter la prévention en permettant de réduire les risques de départs de feux, d'incendies. Ainsi, ils concourent à ce que les temps d'intervention des services d'incendies et de secours soient les plus courts facilitant dès lors la maîtrise des feux et leurs extinctions. Le risque devient d'année en année de plus en plus prégnant d'où l'impérieuse nécessité de mettre en place des infrastructures appropriées. Les travaux financés sont relatifs aux pistes (création et mise aux normes), à l'assainissement (sans assainissement pas de piste), ouvrages de franchissement.

Le pilotage des travaux sur le terrain repose sur un réseau de proximité tel que les ASA (Association Syndicales Autorisées) qui ont la responsabilité de la prévention et de l'amélioration des infrastructures.

En 2020, 2 dossiers ont été programmés et engagés pour un montant de 78 426 € de FEADER.

TO - 8.4.1 - Restauration des dommages causés aux forêts :

Cette opération ne sera mobilisée qu'en cas de dommages causés aux forêts. Aucun dommage dans les forêts de Poitou-Charentes n'a eu lieu sur la période 2014-2020.

1.6 Etat d'avancement de la Priorité 6 - Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales

Cette priorité concerne :

pour le Domaine prioritaire 6A : les mesures 4, 6 et 8 (TO 4.2.2, TO 6.4.1, TO 6.4.3, TO 8.6.1) pour le domaine prioritaire 6B : les mesures 7 et 19 (TO 7.4.1, TO 7.5.1, TO 7.6.4, M19) pour le domaine prioritaire 6C : le TO 7.3.1

- ***Domaine Prioritaire 6A - Faciliter la diversification, la création et le développement de petites entreprises ainsi que la création d'emplois***

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2020

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.2.2	5 400 000	5	2 054 816	38.1%	7	1 543 467	28.6%	9	1 829 045	33.9%
6.4.1	16 662	0	0	0.0%	0	0	0.0%	1	2 504	15.0%
6.4.2	314 919	0	0	0.0%	0	0	0.0%	4	37 662	12.0%
6.4.3	98 407	0	0	0.0%	0	0	0.0%	4	31 251	31.8%
8.6.1	616 850	5	143 501	23.3%	5	114 720	18.6%	1	31 500	5.1%
TOTAL	6 446 838	10	2 198 317	34.1%	12	1 658 187	25.7%	19	1 931 962	30.0%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 10 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 2 198 317 € soit un taux de programmation de 34.1%.
- 12 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 1 658 187 € soit un taux d'engagement de 25.7%.
- 19 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 1 931 962 € soit un taux de paiement de 30%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.2.2	5 400 000	31	6 436 624	119.2%	28	5 793 501	107.3%	21	3 191 574	59.1%
6.4.1	16 662	5	16 662	79.9%	5	16 662	100.0%	5	16 662	100.0%
6.4.2	314 919	22	332 785	105.7%	20	325 467	103.3%	20	320 088	101.6%
6.4.3	98 407	10	101 873	103.5%	10	101 477	103.1%	9	94 412	95.9%
8.6.1	616 850	13	368 661	59.8%	13	366 720	59.5%	7	220 500	35.7%
TOTAL	6 446	80	7 256 605	112.5%	76	6 603	102.4%	62	3 843	59.6%

L	838				826			236	
---	-----	--	--	--	-----	--	--	-----	--

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 80 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 7 256 605 € soit un taux de programmation de 112.5%.
- 76 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 6 603 826 € soit un taux d'engagement de 102.4%.
- 62 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 3 843 236 € soit un taux de paiement de 59.6%.

TO 4.2.2 - Investissements pour la transformation/commercialisation de produits agricoles dans l'industrie agro-alimentaire :

Ce dispositif a pour objectif de favoriser la réalisation des investissements dans les domaines du stockage/conditionnement, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles relevant de l'annexe 1 du TFUE à l'exclusion des produits de la pêche, par les opérateurs de l'industrie agro-alimentaire.

La modification stratégique du 19/12/2018 a permis en 2019 :

- Une augmentation du plafond des dépenses éligibles (3M€ à 5 M€) sous condition
- De rajouter dans la liste des bénéficiaires éligibles, les SEMOP (Sté D'Economie Mixte à Opération Unique)
- De bonifier les projets d'investissements en Zone de Revitalisation Rurale si création ou transmission d'entreprises IAA.
- De bonifier les projets d'abattage et ou découpe pour les espèces autres que bovins ovins caprins

En 2020, 5 dossiers ont été programmés pour 2 054 816 € de FEADER.

En ce qui concerne le taux de paiement, il faut à nouveau préciser que ce TO est un dispositif de soutien d'investissements lourds (plancher 300 000 € depuis 2017) avec le plus souvent des travaux immobiliers nécessitant des délais de réalisation longs (2 ans). Par conséquent, les demandes de paiement de solde sont arrivées à partir de 2018.

Au total au cours de cette programmation, 31 dossiers ont été programmés au titre du dispositif IAA pour un montant total de FEADER de 6 436 624 €. 28 ont été engagés représentant 5 793 501 € de FEADER et 21 ont reçu un paiement soit 3 191 574 € de FEADER.

En 2020, les bénéficiaires du TO IAA ont été sensibilisés via une nouvelle version des formulaires de demande d'aide et des notices d'information de la mise en place fin 2019 d'un nouvel instrument financier, la garantie ALTER'NA. Il leur est demandé de bien vouloir signifier dans ce formulaire de demande d'aide s'ils ont sollicité un prêt ALTER'NA dans le cadre du financement de leur projet.

Pour les IAA, ALTER'NA ne concerne que les projets dédiées aux produits certifiés en Agriculture Biologique.

En 2020, la France a été touchée par la pandémie COVID 19 n'épargnant pas le secteur des IAA. Afin de

soutenir les entreprises qui ont été durement impactées par la crise sanitaire et économique qui en a découlé et qui ont rencontré des difficultés pour boucler leurs plans de financement initialement envisagé : frilosité des banques, perte de marchés, surcoûts, problèmes de trésorerie..., il a été décidé pour les dossiers dont la date de dépôt est égale ou postérieure au 16 mars 2020 (compris) et à condition qu'aucun engagement juridique n'ait eu lieu avant le 22 décembre 2020 (réception officielle par la Commission européenne de la nouvelle version du PDR), que le taux de base de 20% soit majoré de 10% pour atteindre 30%.

La date du 16 mars 2020 (début du confinement décrété en France) est retenue comme date à partir de laquelle les dossiers déposés peuvent bénéficier de ce bonus. Le maintien des investissements projetés dans une situation dégradée doit être facilité, d'autant plus que les investissements productifs contribuent à la reprise économique et atténue ainsi les dommages subis.

Cette augmentation du taux d'aide publique permettra d'accentuer l'effet levier du dispositif et ainsi de soutenir mieux et plus de projets afin d'accélérer la transition (environnement, changement climatique, bien-être animal, alimentation durable) et la résilience des entreprises tout en garantissant leur compétitivité. L'augmentation de 10% permet d'accélérer et faciliter la réalisation des projets d'investissements pour les deux prochaines années de transition.

Dans le cadre de cette pandémie de COVID-19, des dispositions dérogatoires décrites dans la note (V1.1 du 15 04 20) de simplification des procédures de mise en œuvre FEADER ont permis de prolonger les délais de l'AAP en cours V1.0 du 01/01/2019.

Aussi, un nouvel AAP V1.1 du 16/04/2020 relatif à la mise en œuvre du T.O. « investissements pour la transformation/commercialisation de produits agricoles dans l'Industrie Agroalimentaire (IAA) » a permis de prolonger de 6 mois la période de dépôt initialement prévu du 01/01/2019 au 30/06/2020 pour la période du 01/01/2019 au 31/12/2020.

TO 6.4.1 - Investissements pour la création-reprise d'activités non agricoles par des porteurs de projets non agriculteurs :

Ce TO a pour objectif de favoriser la création, le développement ou la transmission-reprise d'activités non agricoles et non forestières en milieu rural. Il vise à maintenir un tissu dense d'activités en milieu rural (commerciales, artisanales) par le biais d'une aide à l'investissement.

Un appel à projet a été lancé en 2016. Les 5 dossiers sélectionnés ont été programmés, engagés et ont été payés en 2020 pour un montant 16 662 € de FEADER.

A titre d'exemple, la modernisation d'une l'entreprise de maçonnerie, la SARL ADAMY et CIE, a été financée à hauteur de 2 503 € de FEADER pour un investissement global de près de 28 000 €. Cela a permis à l'artisan d'investir dans du matériel neuf afin de développer son activité et celle de ses 2 employés.

Ce TO a été clôturé en 2019. Sa complexité de mise en œuvre, notamment du fait du respect du taux d'aide publique fixe et les perspectives de délais de traitement et de versement des demandes d'aides ont été jugées incompatibles avec les contraintes des entreprises concernées. La Région a néanmoins mis en place des politiques susceptibles de suppléer à ce dispositif dans le cadre de ses aides en faveur de l'économie territoriale (aide à l'installation et la modernisation des entreprises, opérations collectives de modernisation de l'artisanat et du commerce notamment).

Le Comité de suivi du 16 octobre 2019 a validé une proposition de transfert des crédits restant disponibles du TO 641 vers le TO 751. Ce transfert de 1,586 M€ a permis d'ouvrir un nouvel appel à projets en 2020 sur

le TO 751, répondant ainsi à une forte demande des partenaires financiers et des porteurs de projets.

TO 6.4.2 - Investissements dans des projets d'agritourisme et de centres équestres portés par des agriculteurs ou les membres d'un ménage agricole :

Ce dispositif soutient les investissements dans des activités équestres ou d'agritourisme portées par de agriculteurs. Cette opération fait partie du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des exploitations agricoles (PCAE). Cette opération est fermée et désormais financée hors FEADER.

Ainsi, sur ce TO ce sont sur la période 2014-2017, 20 opérations qui ont été engagées pour un montant total de FEADER de 325 467 €.

TO 6.4.3 - Investissements pour le développement d'hébergements touristiques par des porteurs de projets non agriculteurs :

Ce TO vise à développer l'attractivité touristique en zone rurale par la création ou l'amélioration d'hébergements de petite capacité portés par des opérateurs privés touristiques.

Ainsi sur ce TO, 10 opérations ont été programmées et engagées. En 2020, l'ensemble des projets ont été payés pour un montant total de 94 412 €.

A titre d'exemple, la Société Montgolfière Center a été financée à hauteur de 6 146 € de FEADER pour un investissement global de près de 121 683 € afin de réaliser 3 hébergements touristiques autour d'un centre d'accueil d'aéro-ballon.

Ce TO a été clôturé en 2019. Sa complexité de mise en œuvre, notamment du fait du respect du taux d'aide publique fixe et les perspectives de délais de traitement et de versement des demandes d'aides ont été jugées incompatibles avec les contraintes des bénéficiaires concernées. La Région a néanmoins mis en place des politiques susceptibles de suppléer à ce dispositif dans le cadre de ses aides en faveur du tourisme.

Le Comité de suivi du 16 octobre 2019 a validé une proposition de transfert des crédits restant disponibles du TO 643 vers le TO 741. Ce transfert de 398 126 € a permis d'ouvrir un nouvel appel à projets en 2020 sur le TO 741, répondant ainsi à une forte demande des partenaires financiers et des porteurs de projets.

TO 8.6.1 - Aide à l'équipement des entreprises d'exploitation forestière :

Les entreprises de mobilisation des bois occupent une place singulière au sein de la filière forêt bois : situées à l'interface entre sylviculture et industrie, elles constituent de fait un maillon essentiel pour garantir la qualité d'approvisionnement des entreprises de la transformation des bois.

En soutenant la mécanisation des entreprises prestataires de travaux forestiers (ETF) et des exploitants forestiers, le TO 8.6.B (Investissements dans les techniques forestières) a donc eu un double impact :

- en premier lieu, en aidant à la modernisation des équipements, elle a permis d'accroître la productivité et d'améliorer le niveau global des résultats des entreprises du secteur en les mettant en situation de mieux répondre aux demandes du marché,
- de manière plus globale, elle a participé au maintien de la compétitivité de l'ensemble de la filière forêt-bois en développant la mobilisation des bois par des techniques efficaces et respectueuses de l'environnement.

Les investissements ont porté principalement sur l'acquisition de machines d'abattage et de débardage.

L'engagement des crédits est conforme à la programmation. Le retard dans les paiements est pour partie imputable à la livraison de l'outil Osiris et des difficultés consécutives aux dossiers déposés par des crédits bailleurs.

En 2017, cette mesure a fait l'objet d'une harmonisation au niveau de la Région Nouvelle-Aquitaine afin notamment d'homogénéiser les taux d'intervention dans les 3 PDR.

En 2019 un appel à projet a été lancé du 15 avril 2019 au 31 décembre 2020. L'objectif de cette opération est de mobiliser davantage de bois tout en réduisant l'impact environnemental des travaux forestiers sur les sols et la biodiversité et de favoriser les gains de productivité sur les produits semi-transformés (bois bûche, piquets, ...) ainsi que dans la logistique d'exploitation forestière.

Cette mesure comprend les investissements matériels suivants : le matériel d'exploitation forestière (abattage, débardage, dessouchage), le matériel de façonnage de bois, le matériel informatique embarqué, et logiciels et développement de logiciels, les animaux de débardage et leurs équipements. Ainsi, trois machines de portage en Poitou-Charentes ont pu être l'objet d'une aide FEADER sur cet appel à projet.

En 2020, 5 dossiers ont été programmés pour 114 720 € de FEADER.

• **Domaine Prioritaire 6B - Promouvoir le développement local dans les zones rurales**

Ce domaine prioritaire concerne les mesures 7 (soit 3 TO : 7.4.1 ; 7.5.1 et 7.6.4) et 19 (TO LEADER : 19.1 ; 19.2 ; 19.3 ; 19.4).

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2020

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
7.4.1	14 896 884	-1	-49 784	-0.3%	6	517 546	3.5%	38	3 475 230	23.3%
7.5.1	3 730 286	0	0	0.0%	0	0	0.0%	1	149 744	4.0%
7.6.4	310 538	0	0	0.0%	0	0	0.0%	2	47 723	15.4%
19.1	72 712	0	0	0.0%	0	0	0.0%	0	0	0.0%
19.2	23 864 786	0	0	0.0%	194	4 150 771	17.4%	227	3 610 241	15.1%
19.3	1 178 334	0	0	0.0%	6	72 747	6.2%	5	59 833	5.1%
19.4	5 664 168	0	0	0.0%	25	907 477	16.0%	49	1 256 048	22.2%

TOTAL	49 717 708	-1	-49 784	-0.1%	231	5 648 541	11.4%	322	8 598 819	17.3%
-------	------------	----	---------	-------	-----	-----------	-------	-----	-----------	-------

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 1 dossier a été déprogrammé en 2020 pour un montant de -49 784 € soit un taux de programmation de -0.1%.
- 231 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 5 648 541 € soit un taux d'engagement de 11.4%.
- 322 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 8 598 819 € soit un taux de paiement de 17.3%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés FEADER	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
7.4.1	14 896 884	108	12 286 036	82.5%	108	11 851 516	79.6%	46	5 049 539	33.9%
7.5.1	3 730 286	17	1 986 988	53.3%	17	1 968 574	52.8%	3	195 480	5.2%
7.6.4	310 538	7	310 538	100.0%	6	304 746	98.1%	6	264 852	85.3%
19.1	72 712	5	72 712	100.0%	5	72 712	100.0%	5	72 712	100.0%
19.2	23 864 786	567	11 835 161	46.4%	567	11 835 161	49.6%	320	5 523 511	23.1%
19.3	1 178 334	6	93 831	8.0%	6	93 831	8.0%	4	59 833	5.1%
19.4	5 664 168	91	3 852 713	64.8%	91	3 852 713	68.0%	66	2 945 888	52.0%
TOTAL	49 717 708	801	30 437 979	61.2%	800	29 979 253	60.3%	450	14 111 815	28.4%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 801 dossiers ont été programmés en 2020 pour un montant de 30 437 979 € soit un taux de programmation de 61.2%. (Il doit ici être précisé que ce montant n'intègre pas ceux du programme LEADER puisqu'ils sont programmés GAL par GAL)
- 800 dossiers ont été engagés en 2020 pour un montant de 29 979 253 € soit un taux d'engagement de 60.3%.
- 450 dossiers ont été payés en 2020 pour un montant de 14 111 815 € soit un taux de paiement

de 28.4%.

TO 7.4.1 - Développement des services de base pour la population rurale :

Ce TO permet de soutenir en zone rurale les projets de maisons de santé, les maisons de services au public, les équipements pour l'enfance et la jeunesse, les commerces de proximité, les équipements culturels et sportifs et les mobilités. La mise en place effective de ce TO date de 2016.

La sélection des projets au fil de l'eau s'est achevée en 2018, et depuis 2019 les projets sont sélectionnés par appels à projets permettant de mieux cibler les priorités par typologie de projets. Un 1er appel à projets lancé en 2017-2018 a permis de sélectionner, de programmer et d'engager 26 projets pour un montant de plus de 3 M€.

Le Comité de suivi du 16 octobre 2019 a validé une proposition de transfert des crédits restant disponibles du TO 643 vers le TO 741. Ce transfert de 398 126 € a permis d'ouvrir un nouvel appel à projets, répondant ainsi à une forte demande des partenaires financiers et des porteurs de projets.

Cet appel à projet a été élaboré fin 2019 avec les partenaires financiers et ouvert en mars 2020. Le contexte de la crise sanitaire a nécessité un décalage des délais de dépôt et d'instruction. Ce sont 22 projets qui ont été sélectionnés en novembre 2020, afin d'être programmés et engagés courant 2021. La totalité de l'enveloppe prévue pour l'appel à projets a été utilisée (soit 4,42 M€).

En 2020, 38 projets ont été payés en totalité ou en partie pour un montant de près de 3,5 M€.

A titre d'exemple, la réalisation d'une médiathèque par la commune de Smarves a été financée à hauteur de 160 000 € de FEADER pour un investissement global de 571 297 €. Cela a permis à la commune de mettre en place un projet culturel annuel : expositions, conférences, médiation culturelle avec la création d'un emploi dédié.

TO 7.5.1 - Investissements à l'usage du public dans les infrastructures récréatives et touristiques :

Ce TO permet de soutenir en zone rurale les projets touristiques d'infrastructures récréatives, les équipements d'information touristique, l'itinérance douce (dont les vélos routes-voies vertes).

La sélection des projets au fil de l'eau s'est achevée en 2018, portant le nombre total de dossiers programmés à 9 projets pour un montant de FEADER de 736 975 €. L'ensemble de ces projets ont été engagés.

Parallèlement, un appel à projet permettant de mieux cibler les priorités de types de projets au sein de la mesure a été lancé en 2017-2018 pour 1,5 M€. 8 nouveaux projets ont été programmés et engagés pour un montant de 1 119 903 €.

Le Comité de suivi du 16 octobre 2019 a validé une proposition de transfert des crédits restant disponibles du TO 641 vers le TO 751. Ce transfert de 1,586 M€ a permis d'ouvrir un nouvel appel à projets en 2020 sur le TO 751, répondant ainsi à une forte demande des partenaires financiers et des porteurs de projets.

Cet appel à projet a été élaboré fin 2019 avec les partenaires financiers et ouvert en mars 2020. Le contexte de la crise sanitaire a nécessité un décalage des délais de dépôt et d'instruction. Ce sont 3 projets qui ont été sélectionnés en novembre 2020 (pour près d'1 M€), afin d'être programmés et engagés courant 2021.

En 2020, un projet a été payé en totalité ou en partie pour un montant de 149 744 €, le rythme de paiement

s'accéléra en 2021.

Au total sur la période 2014-2020 ce sont 16 dossiers qui ont été engagés pour un montant de 1 968 574 € de FEADER et 3 dossiers payés pour un montant de 195 480 € de FEADER.

A titre d'exemple, la création d'une nouvelle activité d'accrobranches sur un site naturel par le centre de plein air de Lathus a été financée à hauteur de 150 000 € de FEADER pour un investissement global de 300 000 €. Cela a permis à la structure d'élargir son offre pour accueillir de nouvelles clientèles et notamment les personnes en situation de handicap.

TO 7.6.4 - Préservation et réhabilitation du petit patrimoine bâti :

Cette mesure permet de soutenir les réhabilitations et restaurations des éléments bâtis du patrimoine. Les projets ont été programmés au fil de l'eau. Le nombre de dossiers et les montants demandés atteignent le niveau de l'enveloppe prévue.

Ainsi sur ce TO, ce sont sur la période 2014-2018, 6 opérations qui ont été engagées pour un montant total de FEADER de 304 746 €.

En 2020, tous les projets ont été engagés et payés pour un montant de 264 852 €.

A titre d'exemple, la rénovation du petit patrimoine par la Communauté de Communes Charente Limousine a été financée à hauteur de 65 481 € de FEADER pour un investissement global de 130 000 €. Cela a permis au territoire de restaurer 17 éléments de petit patrimoine répartis sur 7 communes (fontaines, puits, lavoir, halle, chapelle).

M19 – LEADER :

En 2014, 19 territoires, couvrant la quasi-totalité du territoire du PDR Poitou-Charentes, ont porté une candidature pour être un Groupe d'Action Locale LEADER. En juin 2015, tous ont été sélectionnés par un comité de sélection composé d'experts, des services et des élus de la collectivité.

En 2020, la mesure 19 du PDR Poitou-Charentes a fait l'objet de différentes avancées :

Les conventions AG-OP-GAL signées depuis 2017, sont mises à jour en 2020 par avenant pour modifier notamment : les structures porteuses et les périmètres des GAL suite aux réformes institutionnelles françaises, les circuits de gestion, les fiches actions, les mouvements de maquettes financières, ainsi que la composition des Comités de programmation avec les élections municipales et le report des délais de fin de programmation (date limite d'engagement juridique).

Le rythme d'engagement et de paiement est en forte accélération en 2020, cela s'explique notamment par la décision de l'Autorité de gestion de mettre en place d'importants moyens humains et financiers dont :

- des avances aux bénéficiaires mises en place à partir de novembre 2018 ; avec un budget réservé de crédits régionaux ;
- la création et le recrutement de 31 ETP, à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine, depuis 2017 pour gérer les dossiers LEADER ;
- la mise en place de contreparties financières, avec une enveloppe de crédits régionaux pour chaque GAL ;
- la prise en charge en plus des crédits européens, par le biais de crédits régionaux, de l'ingénierie des

GAL ;

- l'objectif de 32% de paiement fixé aux GAL au 31/12/2020 qui a permis d'accélérer le dépôt des demandes de paiement ;
- la mise en place de réunions bilatérales AG/GAL afin d'appuyer les GAL dans l'optimisation de la consommation des crédits LEADER.

L'ensemble des dossiers de la sous-mesure 19.1 sont payés depuis 2019, l'enveloppe est consommée.

La programmation des dossiers financés via les fiches actions des GAL au titre de la sous-mesure 19.2 a été soutenue avec 567 dossiers programmés et engagés pour un montant total de FEADER de 11,8 M€ pour les 19 GAL du PDR Poitou-Charentes. 320 dossiers ont également été payés en partie ou en totalité pour un montant de près de 5,5 M€.

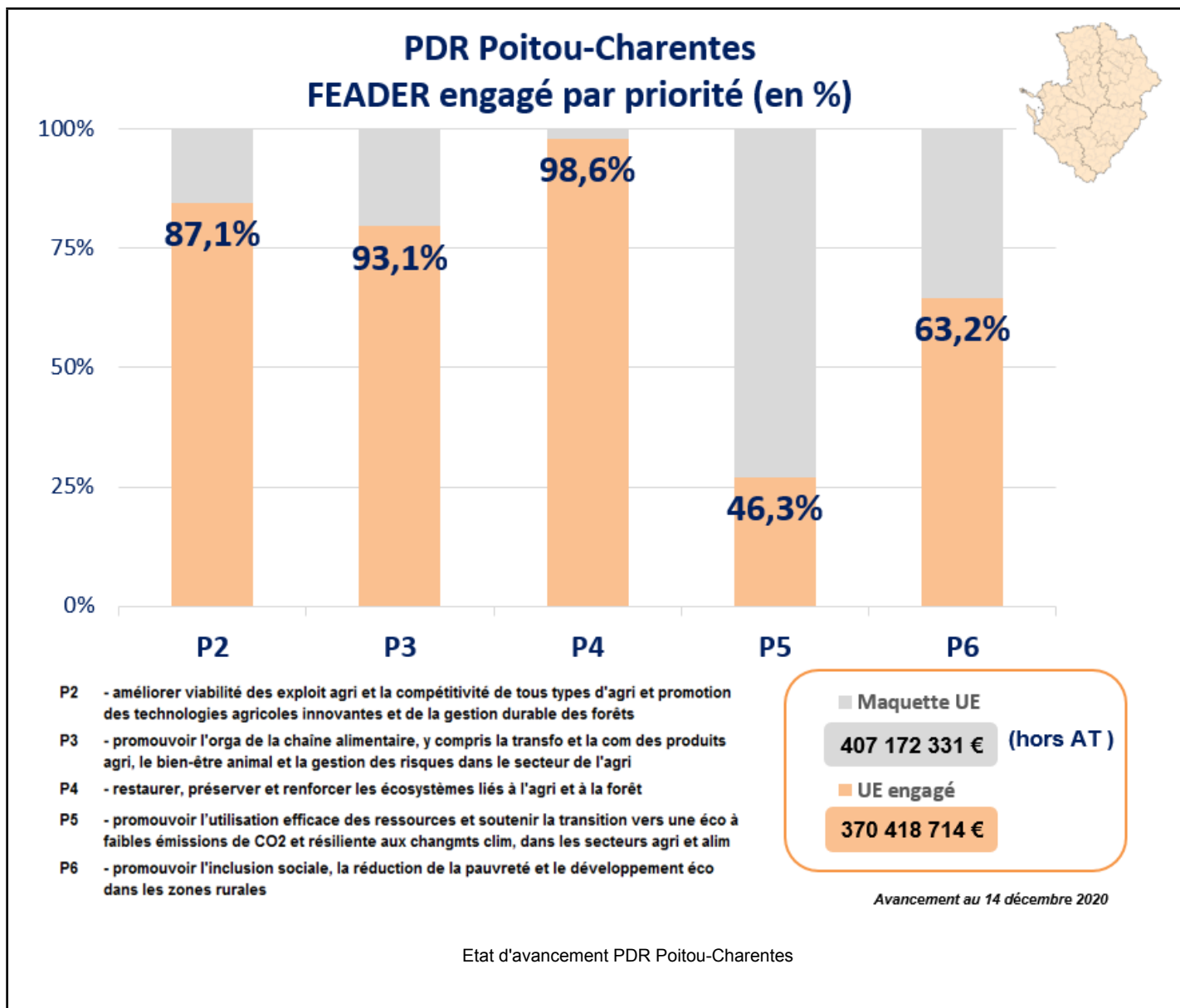
A titre d'exemple, pour la sous-mesure 19.2, le projet de création d'un espace de proximité multisports porté par la commune de Vouzan a été financé à hauteur de 22 501 € de FEADER pour un investissement global de 35 370 €. Cet investissement s'inscrit dans un programme de redynamisation de la commune.

En ce qui concerne la sous-mesure 19.3 pour la coopération interterritoriale, l'outil et les formulaires sont disponibles depuis le début de l'année 2019. Depuis, les engagements et les paiements se sont accélérés : 6 dossiers ont été engagés pour un montant total de 93 831 € de FEADER, et 4 ont été payés pour 59 833 € de FEADER.

Enfin, les dossiers d'animation et de gestion des stratégies locales de développement (sous mesure 19.4) ont fait l'objet de 91 dossiers programmés et engagés pour un montant total de 3 852 713 € de FEADER et de 66 paiements pour 2 945 888 € de FEADER.

L'Autorité de gestion a, par ailleurs, organisé plusieurs temps d'échanges avec les 19 GAL du PDR Poitou-Charentes, afin d'assurer un dialogue régulier et de répondre aux difficultés rencontrées localement par les GAL. Une réunion technique InterGAL était prévue mais a dû être annulée suite à la crise sanitaire, un Comité d'Appui (instance de suivi politique de la mesure LEADER associant les binômes élu-technicien des GAL) a pu être maintenu, ainsi que 19 réunions bilatérales AG/GAL afin d'appuyer les GAL dans l'optimisation de la consommation des crédits LEADER.

Avec la crise sanitaire, les sessions de formations orientées LEADER ont été organisées à distance. La plateforme nationale permettant la formation à distance, qui accompagne les instructeurs à l'utilisation de l'outil OSIRIS (cycle de vie d'un dossier dans OSIRIS, plan de financement, contrôles...), a été fortement utilisée par les GAL. 37 GAL de la Région Nouvelle-Aquitaine sont inscrits et bénéficient de ces formations.



1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2017, 2018.

1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]

Sans objet.

1.f) Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes

Comme le prévoit le règlement (UE) n° 1303/2013, au paragraphe 3 de l'article 27, «Contenu des programmes», au paragraphe 3, point e), de l'article 96, «Contenu, adoption et modification des programmes opérationnels présentés au titre de l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», au paragraphe 3 et au paragraphe 4, point d), de l'article 111, «Rapports de mise en œuvre pour l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», et à l'annexe 1, section 7.3, «Contribution des programmes principaux aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes», ce programme contribue à la/aux stratégie(s) macrorégionale(s) et/ou aux stratégies relatives aux bassins maritimes:

- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique (EUSBSR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région du Danube (EUSDR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région alpine (EUSALP)
- ☐ Stratégie par bassin maritime: plan d'action pour l'Atlantique (ATLSBS)

1.g) Taux de change utilisé pour la conversion dans le RAMO (pays hors zone euro)

--

2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION

2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.

Une conduite en commun des évaluations des 3 PDR

Le plan d'évaluation, tel qu'il a été rédigé dans le chapitre 9 du PDR pose les grands principes des activités de suivi et d'évaluation. Ces grands principes ne sont pas remis en cause, mais un travail a été réalisé pour préciser les modalités de conduite des activités d'évaluation, dans le contexte de la Nouvelle- Aquitaine.

Ainsi, pour faciliter le pilotage unique des 3 programmes, il semble pertinent de conduire en commun les évaluations des trois PDR. Cela présente également pour avantage de :

- permettre une définition en commun des orientations en matière d'évaluation,
- conduire ces évaluations avec une méthode partagée, pour réaliser plus facilement des analyses comparées entre les deux programmes,
- faire des économies d'échelle.

Pour autant, pour chaque évaluation, les spécificités liées aux trois territoires seront prises en compte afin d'analyser l'impact du FEADER sur chacun des territoires en lien avec les diagnostics et les analyses AFOM réalisés en début de programmation.

Parallèlement à cette construction du plan d'évaluation FEADER Nouvelle-Aquitaine, une réflexion a été menée sur la convergence des plans d'évaluation dans une vision multi fonds. L'objectif est de rationaliser les démarches d'évaluation en recherchant une mutualisation des méthodes et des études.

La convergence s'est faite en 2018 autour des objectifs thématiques de la contribution à l'UE 2020 en identifiant les questionnements communs aux différents FESI et en prenant en compte des questionnements transversaux tels que les principes horizontaux. Il sera maintenu la spécificité des questionnements liés à chaque fonds et à chaque programme pour répondre aux questions évaluatives initialement prévues dans chaque plan d'évaluation.

2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).

Les activités d'évaluation ont débuté à l'été 2018 en lançant un appel d'offre pour choisir un prestataire pour accompagner l'AG dans ses questions évaluatives. La mission du prestataire s'est déroulée de novembre 2018 à juin 2019. Ses missions consistaient à :

- Etablir un référentiel d'indicateurs additionnels opérationnel ;
- collecter les données;
- mener des enquêtes bénéficiaires;
- alimenter les 3 rapports renforcés notamment en proposant les éléments de réponses aux questions évaluatives issues des règlements européens ;

Un comité technique et un comité de pilotage ont été constitués dans ce cadre. Le COPIL est composé des référents des dispositifs, des agents du service FEADER, des référents évaluations des 3 PDR ainsi que des évaluateurs et a permis de :

- choisir les indicateurs additionnels les plus pertinents
- orienter les travaux lors d'un point d'étape intermédiaire de l'évaluation;
- à partir des résultats obtenus pour les questions évaluatives, compiler des conclusions et recommandations pour la fin du programme et dans la perspective du prochain programme.

2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).

Les données de suivi sont collectées à travers les demandes d'aide ou demandes de paiement. Au cours de la «phase d'outillage» de chacun des dispositifs d'aide, un certain nombre d'informations sont spécialement incluses dans les formulaires pour faciliter cette collecte

Lors de la formation des services instructeurs à l'outil informatique, un volet spécifique sur les indicateurs de suivi est développé.

Les travaux liés au monitoring (OSIRIS) et à la valorisation des données qui en sont issues (ValOsiris, expert valo) ont été engagés pour répondre aux besoins d'alimentation des tableaux du Rapport annuel et du cadre de performance. Pour les mesures HSIGC, l'outil OSIRIS permet l'extraction des données nécessaires au suivi financier du programme (codes et libellés des mesures et sous-mesures, période transitoire, domaine prioritaire, nombre de dossiers engagés, nombre de dossiers payés, montant FEADER, montant de la contrepartie nationale et du top up national, part et top up Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF) / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE) / « autre Etat » / Région / Département / Agence de l'Eau / « autre hors Etat », engagements juridiques externes, paiements et paiements externes). Ces données permettent ainsi de suivre le taux d'engagement et le taux de paiement à différents niveaux (opération / type d'opération, sous-mesure, mesure, domaine prioritaire, priorité).

Un onglet spécifique « indicateurs » a été créé dans l'application et est disponible pour le paramétrage, depuis mars 2017. Les dispositifs sont instrumentés progressivement pour pouvoir extraire les données directement de l'outil via des valorisations de données (ValOSIRIS et profil expert valo). La saisie sera réalisée au fil de l'eau au moment de l'instruction et des contrôles avant paiement. L'outil ISIS permettra l'extraction des données des mesures SIGC. De plus, l'autorité de gestion met à jour mensuellement, un tableau de suivi des dossiers programmés suite à son instance de programmation.

En outre, un groupe de travail Suivi-Evaluation s'est formé au niveau national en 2015. Il réunit le Ministère de l'Agriculture, l'Agence de Services et de Paiement (ASP), les Autorités de Gestion, et l'Observatoire du Développement Rural (ODR). Son objectif est d'établir une « bible » de l'évaluation en s'appuyant sur la note d'orientation d'août 2015 du comité de développement rural « suivi des programmes 2014-2020 - tableaux pour les rapports annuels de mise en œuvre » (traduction en français du document Monitoring 2014-2020 – Implementation report tables réalisée par le Ministère de l'Agriculture). Les travaux du groupe de travail portent sur les mesures HSIGC et les indicateurs européens avec pour objectif d'aboutir à un tableau des indicateurs de suivi 2014-2020 précisant : le type d'indicateur, à quelle opération et domaine

prioritaire il s'applique, les consignes de la Commission européenne, des règles communes de gestion, les données à extraire d'ISIS ou d'OSIRIS et comment procéder aux extractions/requêtes. Un groupe de travail restreint issu de ce groupe travaille par ailleurs spécifiquement sur le RAMO (élaboration des tableaux du RAMO et de requêtes pertinentes via l'ODR pour la préparation des RAMO).

Pour les mesures du Système Intégré de Gestion et de Contrôle (SIGC), des extractions du logiciel ISIS sont disponibles pour nous permettre de récolter les données ICHN, MAEC et BIO des différentes campagnes. Un groupe de travail "COMOP" SIGC est également formé au niveau national réunissant le Ministère de l'Agriculture, l'Agence de Services et de Paiement et les autorités de gestion. Les questions relatives à l'évaluation des mesures SIGC seront abordées dans ce groupe.

2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.

Aucune évaluation achevée définie

2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.

Please summarize the findings from evaluations completed in 2020, per CAP objective (or RDP priority, where appropriate).

Report on positive or negative effects/impacts (including the supporting evidence). Please don't forget to mention the source of the findings.

Aucune évaluation n'a été réalisée en 2020. De ce fait, il n'y a pas d'élément à apporter pour les sections 2 d, f et g.
--

2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).

Aucune activité de communication définie

2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).

Aucun suivi défini

3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES

3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme

L'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire de la COVID 19. Durant cette période et dans le cadre du plan de continuité de son activité, la Région Nouvelle-Aquitaine, Autorité de gestion des PDR Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes, a confirmé l'importance de maintenir les fonctions les plus stratégiques pour les entreprises et bénéficiaires du FEADER : l'instruction des dossiers et la poursuite des paiements des subventions.

Aussi et compte-tenu de ces circonstances exceptionnelles, l'Autorité de Gestion s'est mobilisée pour accompagner les services instructeurs et éviter ainsi que les bénéficiaires ne subissent des conséquences trop lourdes.

Ainsi des mesures provisoires **de simplification des procédures de mise en œuvre du FEADER** ont été établies afin de ne pas entraver le dépôt ainsi que l'instruction des demandes d'aide et de paiement. Celles-ci sont synthétisées dans le tableau ci-après :

Etape de mise en œuvre	Dispositions de principe	Dispositions dérogatoires dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire– COVID-19
Durée et modalités des appels à projet	Dates limites et modalités de mise en œuvre fixées dans chaque appel à projet	Prolongation possible des délais et des modalités de mise en œuvre au cas par cas (sauf AAP avec date limite avant le 16 mars 2020 – pas d'obligation de redéposer sur un nouveau formulaire de demande d'aide si le formulaire a évolué)
Dépôt des demandes d'aide/de paiement	Envoi courrier ou dépôt en main propre Pièces complémentaires originales	Autorisation des envois dématérialisés avec en PJ le formulaire de demande d'aide daté et signé, sous format PDF scanné ou format word avec photo de la signature du bénéficiaire mentionnant Nom, Prénom et qualité du signataire. Autorisation de déposer une demande avec des pièces provisoires.
Délivrance des accusés de réception et de complétude	AR délivrés par courrier et visés par l'autorité compétente	Possibilité d'envoyer les AR par courriel directement par le SI avec mention "AR - procédure spéciale COVID 19"
Modalités de tenue des Comités	Présentiel ou dématérialisé	Qu'elle soit prévue initialement ou non : dématérialisation possible
Décisions d'attribution et avenants	Délais à respecter dans les DJ Signatures des DJ et avenants par les 2 parties Avenants à réaliser en cas de	Sans passer par un avenant à la DJ : prolongation de 6 mois de tous les délais inclus dans les DJ, pour toutes les dates comprises entre le 12/03/2020 et le 31/12/2020 à l'exception de la date de début d'éligibilité des

	modification de projet	dépenses. Autorisation de signature numérique des DJ accompagnées d'un mail de la personne habilitée à signer Modifications de projets peuvent être notifiées par courriel et l'avenant sera régularisé par la suite avec une date d'effet au moment de la demande
Echanges de pièces DR ASP – services instructeurs	Echanges de pièces scannées en format PDF via mail, OSIRIS ou sur une plateforme	Echanges de pièces en format photo autorisés
Paielements	<p>Paieement partiel ou déchéance totale en cas de réalisation partielle</p> <p>Modalités relatives aux VSP - Note de procédure de l'AG du 05/11/2019 (version 2.1)</p>	<p>Si un projet n'a pas pu être achevé du fait de la situation actuelle liée au COVID-19 mais a eu un début de réalisation, le paiement partiel est autorisé même si le projet n'est pas fonctionnel (cas de force majeure)</p> <p>2 dérogations possibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • VSP aménagée (photos géo-localisées ou visites virtuelles) • VSP reportée après la levée de l'état d'urgence sanitaire

Par ailleurs 2020 devait être la septième et dernière année de la programmation 2014-2020 et il est à noter que le retard de programmation des premières années de réalisation du Programme de Développement Rural (PDR) Poitou-Charentes s'est résorbé pour atteindre un taux d'engagement fin 2020 de 90,2 %.

Cependant la procédure législative de la PAC après 2020 n'a pas été achevée suffisamment tôt pour permettre l'application du nouveau cadre juridique permettant l'établissement et la mise en œuvre dès 2021 du Programme Stratégique National pour la période 2021-2027. Aussi la période de programmation 2014-2020 bénéficie de deux années de programmation supplémentaires en 2021 et 2022, dites « années de transition ». Les dispositifs de la programmation 2014-2020 vont donc être reconduits pour deux années supplémentaires dans un contexte sanitaire (COVID 19) qui en 2020 a fortement impacté l'activité économique.

Afin de préparer cette période de transition et permettre une fin de gestion efficiente du programme en soutenant de manière plus significative, les projets agricoles et agroalimentaires en ce moment particulièrement risqué pour les investissements, l'Autorité de gestion a notamment mis en place fin 2020 les adaptations suivantes :

- **Relèvement des taux d'aide publique** : Afin de soutenir la reprise de l'activité économique en cette période particulière liée à la crise sanitaire de la COVID 19, une augmentation des taux d'aide publique dans le respect des taux réglementaires a été décidée pour la période transitoire 2021-2022 pour les opérations suivantes :

- TO 4.1.1 Plan de Modernisation des Elevages,
- TO 4.1.4 Investissement collectifs
- TO 4.2.2 Investissements dans les IAA

Cette modification permet de soutenir de manière plus significative les projets agricoles et agroalimentaires en cette période particulièrement risquée pour les investissements.

- **Assistance technique** : la section 15 du PDR a fait l'objet d'une modification visant à utiliser l'option de coûts simplifiés rendue possible par le règlement délégué 2019/1867 de la Commission du 28 août 2019, en utilisant le taux forfaitaire sur la base des paiements effectués dans le cadre du FEADER dans la limite des maquettes actuelles.

- **Opération 1.2 « Projets de démonstration et actions d'information »** : modification visant à simplifier la compréhension de l'opération en intervenant sur :

- la section « Description du type d'opération » : afin de rendre plus simple la présentation du TO et sécuriser l'instruction des projets
- la section « Coûts admissibles » : harmonisation de la présentation des coûts admissible dans les 3 PDR et suppression des coûts pour l'analyse de données spécifiques afin d'élaborer ou d'actualiser des documents supports : l'objectif poursuivi est la simplification de la mise en œuvre et de l'instruction de ce dispositif en supprimant ce type de coût spécifique car il nécessite un traitement et

une instruction à part.

- TO 422 Investissements pour la transformation/commercialisation de produits agricoles dans l'industrie agro-alimentaire : la période de transition qui s'ouvre au 01/01/2021 nécessite de modifier le mode de sélection du TO en passant d'une sélection par Appel à Projet (AAP) à une sélection au fil de l'eau. En effet au 01/01/2021 les crédits disponibles pour la période de transition n'étaient pas connus et un AAP ne pouvait être lancé sans être doté d'une enveloppe financière. Or le délai d'élaboration d'un dossier d'investissements dans les IAA est de 6 mois en moyenne. C'est pourquoi afin de sécuriser ce dépôt de demande d'aide, il a été décidé d'avoir recours au mode de sélection au fil de l'eau sur le PDR Poitou-Charentes comme c'est déjà le cas sur les PDR Aquitaine et Limousin.

3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces

Options simplifiées en matière de coûts (OSC) ¹, indicateur indirect calculé automatiquement

	Total de la dotation financière du PDR [Feader]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR ²	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées) ³
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	411 315 290,00	73,30	63,09

¹ Les options simplifiées en matière de coûts sont les coûts unitaires/taux forfaitaires/montants forfaitaires au titre de l'article 67, paragraphe 5, du RPDC, y compris les méthodes spécifiques du Feader visées au point e) du même article, comme les montants forfaitaires applicables à la création d'entreprises, les paiements forfaitaires versés aux organisations de producteurs et les coûts unitaires liés aux zones et aux animaux.

² Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 de la version du programme

³ Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 des déclarations de dépenses

Options simplifiées en matière de coûts (OSC), sur la base des données détaillées spécifiques de l'État membre [facultatif]

	Total de la dotation financière du PDR [Feader]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées)
Total au titre de l'article 67, paragraphe 1, points b), c) et d) + l'article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	411 315 290,00		
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	411 315 290,00		

Gestion électronique des bénéficiaires [facultatif]

	[%] Financement du Feader	[%] Opérations concernées
Demande d'aide		
Demandes de paiement		
Contrôles et conformité		
Suivi et établissement de rapports pour l'autorité de gestion/organisme payeur		

Délai moyen pour la perception des paiements par les bénéficiaires [facultatif]

[Jours] Le cas échéant, délai de l'État membre pour le versement des paiements aux bénéficiaires	[Jours] Délai moyen pour le versement des paiements aux bénéficiaires	Observations

4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME

4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action

4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau)

Les 3 programmes de développement rural de Nouvelle-Aquitaine mentionnent, dans leur section 17, le rôle, les missions, les instances de pilotage et les moyens de mise en œuvre d'un réseau rural régional (RRNA).

Une présentation de la gouvernance et des missions conférées au RRR a été réalisée lors des Comités de suivi du 21 juin 2017, du 27 juin 2018, du 17 octobre 2019 et du 05 novembre 2020. Le RRNA a un éventail de missions larges et riches, permettant de répondre aux objectifs définis par l'Europe.

A l'échelle régionale, il s'agit de décliner de façon opérationnelle les objectifs mentionnés par la Commission. Le RRNA doit ainsi :

- Animer, avec un caractère opérationnel et depuis un ancrage territorial régional, la mise en réseau des acteurs régionaux de développement rural, en lien avec les autres échelons,
- Communiquer sur la mise en œuvre des PDR et leurs résultats afin de donner à voir l'action publique au cœur des territoires ruraux et favoriser l'émergence de nouveaux projets,
- Capitaliser, via une mission de veille et de repérage, sur les expériences menées afin de favoriser le transfert de connaissances, la diffusion de bonnes pratiques et la qualité des projets,
- Décloisonner les relations entre acteurs du développement rural afin de promouvoir les actions transversales et multisectorielles, souvent vectrices d'innovation.

Le RRNA a, également, pour objectifs spécifiques de :

- diffuser de l'information sur le contenu des trois PDR et sur les opérations financées,
- mettre en relation les acteurs ruraux, potentiels bénéficiaires du FEADER,
- faire échanger des idées, capitaliser les expériences, générer des analyses, apporter un regard critique et innovant,
- favoriser l'atteinte des cibles fixées dans le PDR,
- apporter à l'Autorité de Gestion des éléments de justification pour ajuster les programmes européens,
- organiser des moments de réflexion sur des thématiques particulières liées aux mesures de développement rural,
- proposer une offre de formations, de mise en réseau et d'échanges d'expériences pour les GAL Leader, avec une « assistance technique coopération », un rôle de plateforme de capitalisation et d'échanges d'expériences et un accompagnement collectif sur des sujets transversaux, en lien avec la coordination Leader de l'AG,
- valoriser les données recueillies dans le cadre du suivi et de l'évaluation des PDR,
- réaliser l'articulation avec le Réseau Rural National, notamment la remontée de données et relayer ses communications pour favoriser l'émergence de projets, et améliorer la qualité des projets et leur valorisation,
- participer aux actions du REDR au besoin (mission nationale principalement) et relayer ses

informations.

La coordination et l'animation du Réseau rural régional Nouvelle-Aquitaine se fait par un agent référent, au sein des équipes de la Région, appuyé par une cellule d'animation externe chargée d'animer les activités du réseau pour les 3 PDR sur la période 2018-2020.

La sélection de cette cellule d'animation s'est faite par le biais de la commande publique (prestation) dont les éléments préparatifs de recrutement avaient été élaborés fin 2017.

Fin 2020, un avenant a prolongé d'un an la durée d'exécution du marché, jusqu'au 31/12/2021, en particulier en raison du contexte sanitaire, et du retard d'exécution courant 2019 en raison de la vacance du poste dédié à l'animation du Réseau.

Un cahier des charges avait été établi sur la base des missions suivantes :

- Travailler sur les exemples de projets du PDR en lien avec le RRN,
- Proposer une offre de formations, de mise en réseau et d'échanges d'expériences pour les GAL Leader, avec une « assistance technique coopération », un rôle de plateforme de capitalisation et un accompagnement collectif sur des sujets transversaux, en lien avec la coordination Leader de l'AG
- Mettre en commun les données recueillies dans le cadre du suivi et de l'évaluation des PDR
- Relayer les communications émanant du Réseau rural national pour favoriser l'émergence de projet, et améliorer la qualité des projets et leur valorisation
- Participer aux actions du REDR au besoin (mission nationale principalement) et relayer ses informations

Un Comité de Pilotage associant les services de l'Etat (DRAAF, DREAL et SGAR) et les services opérationnels de la Région a été mis en place en début d'année 2019. Il s'est réuni le 29 mai 2019, le 23 janvier et le 13 novembre 2020.

L'Assemblée Générale de lancement du Réseau s'est tenue le 19 juin 2019. Elle rassemblée plus de 70 participants. L'Assemblée Générale intermédiaire, prévue initialement en juin 2020, a été réalisée en distanciel, après plusieurs reports dus à la crise sanitaire. Elle s'est tenue le 15 décembre 2020 et a réuni 69 participants.

4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action

L'année 2020 a été marquée par une mise en œuvre active du plan d'action du Réseau, en dépit de la crise sanitaire :

- **Mise à jour de la base de données** des membres de l'Assemblée Générale, notamment à l'issue des élections locales : 1.650 contacts (collectivités, administrations, organismes de développement, organismes économiques, établissements d'enseignement agricole, associations,...),

- **Pilotage du Réseau :**

- 2 COPIL, le 23 janvier et le 13 novembre, ont permis de donner les orientations du Réseau pour l'année, de préparer l'Assemblée Générale, et de valider le principe d'une prolongation de la durée d'exécution du marché concernant la cellule d'animation du réseau.

- **Les grands évènements du Réseau :**

- Séminaire Thématique Mobilités le 25/02/2020, à Aureilhan (40)
- Séminaire Thématique Numérique et Tiers lieux > organisé pour le 09/10/2020 et annulé > report sur format distanciel début 2021.
- Assemblée Générale du Réseau, organisée pour juin puis reportée 2 fois à l'automne, réalisée en distanciel le 15/12/2020, 69 participants.

- **Le réseautage :**

- Réunion des réseaux ruraux régionaux (AG) le 20 janvier.
- Participation au Webinaire « Les territoires ruraux en action face au Covid » organisé le 07 mai par le RRN.
- Participation aux visioconférences régulières des Réseaux Ruraux Régionaux.
- Participation, tenue d'un stand et animation d'un atelier au Séminaire national sur la Coopération LEADER, du 10 au 12 février.

- **Les productions du réseau :**

- La réalisation et la communication du Guide méthodologique « Evaluation du programme LEADER 2014-2020 à l'échelle d'un Groupe d'Action Locale ». NB : guide mis à disposition des autres Réseaux Ruraux, national et régionaux.
- Une contribution à l'évaluation des PDR avec analyse des RAMO 2019 des GAL, et la rédaction de Résumés citoyens LEADER Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes.
- La rédaction de fiches de capitalisation de projets.
- Un état des lieux de la mesure 19.3 – Coopération de LEADER.

- **La communication :**

- Le réseau rural communique à travers deux pages web, une hébergée sur le site du Réseau Rural Français <https://www.reseaurural.fr/region/nouvelle-aquitaine> et la deuxième sur le site l'Europe en Nouvelle-Aquitaine <https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr/urbain-et-rural/le-reseau-rural-en-nouvelle-aquitaine.html>
- 3 newsletters ont été publiées en 2020 + 1 flash « COVID 19 – les territoires se réinventent ».
- 2 flashes Coopération, à destination des GAL LEADER, ont été publiés.

4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission]

Afin de présenter une vision large de l'intervention de l'Europe en Nouvelle-Aquitaine, une stratégie de communication commune aux 6 programmes européens FESI des 3 territoires est privilégiée.

Cette stratégie s'appuie sur les stratégies préexistantes des 3 ex-territoires régionaux.

Une synergie avec la communication sur les programmes de coopération internationale et régionale est recherchée.

Une démarche participative associant les partenaires clés de la région permet d'optimiser les modalités de mise en œuvre de la stratégie. Il est recherché une corrélation avec les actions de communication de la Région, des partenaires et des relais.

En cette fin de programmation, la communication a été essentiellement dirigée vers le grand public.

- Certaines actions de communication ont fait l'objet d'adaptations compte tenu des circonstances sanitaires :
 - Le Joli Mois de l'Europe s'est adapté en version digitale
 - Les structures étaient invitées à inscrire leurs actions sur une page dédiée au Joli Mois de l'Europe et à utiliser le #JMEurope sur tous les réseaux sociaux,
 - Sur les réseaux sociaux : Mise en lumière de bénéficiaires de fonds européens mettant à profit leurs compétences pendant le confinement, <https://bit.ly/3fD1Khj> et promotion des sites culturels et touristiques de la Nouvelle-Aquitaine accompagnés par des fonds européens <https://bit.ly/3wl001M> **Statistiques : 50 événements digitalisés**,
 - Diffusion de communiqués de presse relatifs au plan de relance de la Commission européenne <https://bit.ly/3udMZp7>
- Pour assurer la notoriété des programmes européens et témoigner de l'action de l'Europe dans le quotidien des néo-Aquitains :
 - Diffusion de communiqués de presse déclinés par Départements sur des projets financés par l'Europe
 - Une série de 11 vidéos dans lesquelles des bénéficiaires témoignent <http://bit.ly/nouvelle-aquitaine-europe>. Utilisation : Webinaire, réseaux sociaux, internet, mise à disposition des partenaires
 - Partenariat avec Toute l'Europe avec une mise en lumière régulière de projets et d'actions dans le cadre d'une rubrique consacrée à l'Europe dans les régions françaises <https://www.touteleurope.eu/dossier/l-europe-dans-les-regions-francaises/> Touteleurope.eu est le site de référence sur les questions européennes, premier site francophone d'information pédagogique sur l'Union européenne.
- Actions récurrentes
 - Un accompagnement des bénéficiaires dans leurs obligations de publicité. Sont à leur disposition des notices sur les obligations de publicité, des autocollants Europe dans plusieurs formats, une plaque générique, des vidéos. Ces supports ainsi que les maquettes d'affiche A3, panneau de chantier, plaque, logos sont téléchargeables sur le site internet : http://bit.ly/obligations_comUE
 - Une mise en ligne régulière sur le site internet a vocation à informer le grand public, les porteurs de projets et à accompagner les partenaires et les bénéficiaires. <https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr> Des pages sont dédiées au FEADER <https://bit.ly/3dufSXq> et <https://bit.ly/3drfxoh> et les appels à projets sont mis en ligne régulièrement <https://bit.ly/31H0SQs>

Statistiques du site internet : 140 596 pages vues en 2020 soit 11 716 pages vues par mois

Pages les plus consultées :

- *1-« Programmes européens 2021-2027 » page informant le partenariat de la nouvelle programmation*

- 2-« Appels à projets » rubrique qui correspond à l'ensemble des appels à projets concernant le territoire de la Nouvelle-Aquitaine
- 3-Moteur de recherche sur le site Europe en Nouvelle-Aquitaine.eu
- 4-« Je suis un bénéficiaire » page permettant au bénéficiaire de fonds européens d'accéder au dépôt et au suivi de son dossier
- 5-« J'ai un projet » page avec un moteur de recherche permettant d'aiguiller un bénéficiaire potentiel sur un contact pour son projet
- 6-« Que soutient l'Europe dans ma région » page présentant les différents types d'aides européennes possibles en Nouvelle-Aquitaine
- Présence sur les réseaux sociaux <https://www.facebook.com/Europeennouvelleaquitaine> et <https://twitter.com/UEenNvelleAqui> pour mieux faire connaître l'action de l'Europe en Nouvelle-Aquitaine auprès du grand public

Statistiques réseaux sociaux (nombre d'abonnés):

Twitter : 2818

Facebook : 2524

- Tous les 2 mois, après chaque instance de consultation, un communiqué de presse permet d'informer la presse des derniers projets programmés. <https://bit.ly/3udMZp7>

Statistiques : Plus de 50 retombées presse recensées

Nombre de Communiqués de presse : 4

5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2015, 2016.

6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2018.

10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

30A L'évaluation ex ante a-t-elle commencé?	Oui
30B L'évaluation ex ante est-elle terminée?	Oui
30. Date d'achèvement de l'évaluation ex ante	11-09-2018
31.1. Le processus de sélection ou de désignation a-t-il commencé?	Oui
13A L'accord de financement a-t-il été signé?	Oui
13. Date de signature de l'accord de financement avec l'organisme mettant en œuvre l'instrument financier	12-11-2018

Liste des instruments financiers

Nom de l'instrument financier	Type d'instrument financier	Fonds de fonds associé
Alter'NA	Fund of funds	
Alter'Na	Fund of funds specific fund	Alter'NA

I. Identification of the programme and priority or measure from which support from the ESI Funds is provided (Article 46(2)(a) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
1. Priority axes or measures supporting the financial instrument, including fund of funds, under the ESI Fund programme.	
1.1 Reference (number and title) of each priority axis or measure supporting the financial instrument under the ESI Fund programme	M04 - Investments in physical assets (art 17)
2. Name of ESI Fund(s) supporting the financial instrument under the priority axis or measure	EAFRD
3.01 Amount of ESI Fund committed in the Funding Agreement to the individual focus areas(s) referred to in art 5 of 1305/2013 by measure	M04 / 2A: 2,000,000.00 Total: 2,000,000.00
3.1. Amount of ESI Funds committed to this thematic objective	T03: 2,000,000.00 Total: 2,000,000.00
4. other ESI Fund programmes providing contribution to the financial instrument	
4.1. CCI number of each other ESI Fund programme providing contributions to the financial instrument	2014FR06RDRP072, 2014FR06RDRP074
30. Date of completion of the ex ante assessment	Sep 11, 2018
31. Selection of bodies implementing financial instrument	
31.1. Has selection or designation process already been launched	Yes
II. Description of the financial instrument and implementation arrangements (Article 46(2)(b) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
5. Name of the financial instrument	Alter'NA
6. Official address/place of business of the financial instrument (name of the country and city)	Région Nouvelle-Aquitaine 14 rue François de Sourdis - CS 81383 - 33077 BORDEAUX Cedex
7. Implementation arrangements	
7.1. Financial instruments set up at Union level, managed directly or indirectly by the Commission referred to in Article 38(1)(a) of Regulation (EU) No 1303/2013, supported from ESI Fund programme contributions	No
7.1.1. Name of the Union-level financial instrument	
7.2. Financial instrument set up at national, regional, transnational or cross-border level, managed by or under the responsibility of the managing authority referred to in Article 38(1)(b), supported from ESI Fund programme contributions under point (a), (b), (c) and d) of Article 38(4) of Regulation (EU) No 1303/2013	

7.3. Financial instrument combining financial contribution from MA with EIB financial products under European Fund for Strategic Investment in accordance with Article 39a, referred to in Article 38(1)(c)	Entrustment of implementation tasks, through the direct award of a contract
8. Type of the financial instrument	Fund of funds
10. Legal status of the financial instrument, pursuant to Article 38(6) and Article 39a(5)(b) of Regulation (EU) No 1303/2013 (for financial instruments referred to in Article 38(1)(b) and (c) only): fiduciary account opened in the name of the implementing body and on behalf of the managing authority or separate block of finance within a financial institution	Separate block of finance
III. Identification of the body implementing the financial instrument, and the body implementing fund of funds where applicable, as referred to under point (a), (b) and (c) of Article 38(1) of Regulation (EU) No 1303/2013 (Article 46(2)(c) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
11. Body implementing the financial instrument	
11.1. Type of implementing body pursuant to Article 38(4) and Article 39a(5) of Regulation (EU) No 1303/2013: existing or newly created legal entity dedicated to implementing financial instruments; the European Investment Bank; the European Investment Fund; international financial institution in which a Member State is a shareholder; a publicly-owned bank or institution, established as a legal entity carrying out financial activities on a professional basis; a body governed by public or private law; managing authority undertaking implementation tasks directly (for loans or guarantees only)	European Investment Fund
11.1.1. Name of the body implementing the financial instrument	Fonds Européen d'Investissement
11.1.2. Official address/place of business (country and town name) of the body implementing the financial instrument	37 B Avenue JF Kennedy L-2968 LUXEMBOURG
12. Procedure of selecting the body implementing the financial instrument: award of a public contract; other procedure	Designation of the EIB, EIF or international financial institutions
12.1. Description of the other procedure of selecting the body implementing the financial instrument	
13. Date of signature of the funding agreement with the body implementing the financial instrument	Nov 12, 2018
IV. Total amount of programme contributions, by priority or measure, paid to the financial instrument and management costs incurred or management fees paid (Article 46(2)(d) and (e) of	

Regulation (EU) No 1303/2013)	
14. Total amount of programme contributions committed in the funding agreement (in EUR)	M04: 2,739,726.00 Total: 2,739,726.00
14.1. out of which ESI Funds contributions (in EUR)	M04: 2,000,000.00 Total: 2,000,000.00
14.1.1. out of which ERDF (in EUR) (optional)	
14.1.2. out of which Cohesion Fund (in EUR) (optional)	
14.1.3. out of which ESF (in EUR) (optional)	
14.1.4. out of which EAFRD (in EUR) (optional)	M04: 2,000,000.00 Total: 2,000,000.00
14.1.5. out of which EMFF (in EUR) (optional)	
15. Total amount of programme contributions paid to the financial instrument (in EUR)	M04: 2,739,726.00 Total: 2,739,726.00
15.1. out of which amount of ESI Funds contributions (in EUR)	M04: 2,000,000.00 Total: 2,000,000.00
15.1.1. out of which ERDF (in EUR)	
15.1.2. out of which Cohesion Fund (in EUR)	
15.1.3. out of which ESF (in EUR)	
15.1.4. out of which EAFRD (in EUR)	M04: 2,000,000.00 Total: 2,000,000.00
15.1.5. out of which EMFF (in EUR)	
15.2. out of which total amount of national co-financing (in EUR)	M04: 739,726.00 Other: 0.00 Total: 739,726.00
15.2.1. out of which total amount of national public funding (in EUR)	M04: 739,726.00 Total: 739,726.00
15.2.2. out of which total amount of national private funding (in EUR)	
16. Total amount of programme contributions paid to the financial instrument under Youth Employment Initiative (YEI) (in EUR)	
17. Total amount of management costs and fees paid out of programme contributions (in EUR)	M04: 58,313.98 Total: 58,313.98
17.1. out of which base remuneration (in EUR)	M04: 57,691.94 Total: 57,691.94
17.2. out of which performance-based remuneration (in EUR)	M04: 622.04 Total: 622.04
18. Capitalised management costs or fees pursuant to Article 42(2) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant only for final report) (in EUR)	

19. Capitalised interest rate subsidies or guarantee fee subsidies pursuant to Article 42(1)(c) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant to final report only) (in EUR)	
20. Amount of programme contributions for follow-on investments in final recipients pursuant to Article 42(3) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant for final report only) (in EUR)	
21. Contributions of land and/or real estate in the financial instrument pursuant to Article 37(10) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant for final report only) (in EUR)	
VI. The performance of the financial instrument, including progress in its set-up and in selection of bodies implementing the financial instrument (including the body implementing a fund of funds) (Article 46(2)(f) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
32. Information whether the financial instrument was still operational at the end of the reporting year	Yes
32.1. If the financial instrument was not operational at the end of the reporting year, date of the winding-up	
VII. Interest and other gains generated by support from the ESI Funds to the financial instrument, programme resources paid back to financial instrument from investments as referred to in Articles 43 and 44, amounts used for differentiated treatment as referred to in Article 43a, and the value of equity investments with respect to previous years (Article 46(2)(g) and (i) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
35. Interest and other gains generated by payments from ESI Funds to the financial instrument (in EUR)	0.00
37. Amounts of resources attributable to ESI Funds used in accordance with Article 44 and 43a	0.00
37.1. out of which amounts paid for differentiated treatment of investors operating under the market economy principle, who provide counterpart resources to the support from the ESI Funds to the financial instrument or who co-invest at the level of final recipient (in EUR)	0.00
37.2. out of which amounts paid for the reimbursement of management costs incurred and payment of management fees of the financial instrument (in EUR)	0.00
37.3. out of which amounts to cover losses in the nominal amount of the ESI Funds contribution to the financial instrument resulting from negative interest, if such losses occur despite active treasury management by the bodies implementing financial instruments (in EUR)	0.00

VIII. Progress in achieving the expected leverage effect of investments made by the financial instrument and value of investments and participations (Article 46(2)(h) of Regulation (EU) No 1303/2013)

38. Total amount of other contributions, outside ESI Funds, raised by the financial instrument (EUR)

38.1. Total amount of other contributions, outside the ESI Funds committed in the funding agreement with the body implementing the financial instrument (in EUR)	739,726.00
38.1A. Contributions under EIB financial product committed in the funding agreement with the body implementing the financial instrument (only for the instruments under Article 38(1)(c)) (in EUR)	0.00
38.2. Total amount of other contributions, outside the ESI Funds paid to the financial instrument (in EUR)	739,726.00
38.2.1. out of which public contributions (EUR)	739,726.00
38.2.2. out of which private contributions (EUR)	0.00
38.2A. Contribution under EIB financial product paid to FI (only for the instruments under Article 38(1)(c)) (in EUR)	0.00

1.1 Reference (number and title) of each priority axis or measure supporting the financial instrument under the ESI Fund programme	M04 - Investments in physical assets (art 17)
3.01 Amount of ESI Fund committed in the Funding Agreement to the individual focus areas(s) referred to in art 5 of 1305/2013 by measure	
3.1. Amount of ESI Funds committed to this thematic objective	
II. Description of the financial instrument and implementation arrangements (Article 46(2)(b) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
5. Name of the financial instrument	Alter'Na
6. Official address/place of business of the financial instrument (name of the country and city)	Région Nouvelle-Aquitaine 14 rue François de Sourdis CS-81383 - 33077 BORDEAUX CEDEX
8. Type of the financial instrument	Fund of funds specific fund
8.2. Related Fund of Funds	Alter'NA
8.1. Tailor-made or financial instruments complying with standard terms and conditions i.e. "off-the-shelf instruments"	Tailor-made
9. Type of products provided by financial instrument: loans, micro-loans, guarantees, equity, or quasi-equity investments, other financial product or other support combined within the financial instrument pursuant to Article 37(7) of Regulation (EU) No 1303/2013	
9.0.1. Loans (\geq EUR 25,000)	No
9.0.2. Micro-loans ($<$ EUR 25,000 and provided to micro-enterprises) according to SEC/2011/1134 final	No
9.0.3. Guarantees	Yes
9.0.4. Equity	No
9.0.5. Quasi-equity	No
9.0.6. Other financial products	No
9.0.7. Other support combined with a financial instrument	No
9.1. Description of the other financial product	
9.2. Other support combined within the financial instrument: grant, interest rate subsidy, guarantee fee subsidy pursuant to Article 37(7) of Regulation (EU) No 1303/2013	
10. Legal status of the financial instrument, pursuant to Article 38(6) and Article 39a(5)(b) of Regulation (EU) No 1303/2013 (for financial instruments referred to in Article 38(1)(b) and (c) only): fiduciary account opened in the name of the implementing body and on behalf of the managing authority or separate block of finance within a financial	Separate block of finance

institution	
III. Identification of the body implementing the financial instrument, and the body implementing fund of funds where applicable, as referred to under point (a), (b) and (c) of Article 38(1) of Regulation (EU) No 1303/2013 (Article 46(2)(c) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
11. Body implementing the financial instrument	
11.1. Type of implementing body pursuant to Article 38(4) and Article 39a(5) of Regulation (EU) No 1303/2013: existing or newly created legal entity dedicated to implementing financial instruments; the European Investment Bank; the European Investment Fund; international financial institution in which a Member State is a shareholder; a publicly-owned bank or institution, established as a legal entity carrying out financial activities on a professional basis; a body governed by public or private law; managing authority undertaking implementation tasks directly (for loans or guarantees only)	European Investment Fund
11.1.1. Name of the body implementing the financial instrument	Fonds Européen d'Investissement
11.1.2. Official address/place of business (country and town name) of the body implementing the financial instrument	37 B Avenue JF Kennedy L-2968 LUXEMBOURG
12. Procedure of selecting the body implementing the financial instrument: award of a public contract; other procedure	Designation of the EIB, EIF or international financial institutions
12.1. Description of the other procedure of selecting the body implementing the financial instrument	
13. Date of signature of the funding agreement with the body implementing the financial instrument	Nov 12, 2018
IV. Total amount of programme contributions, by priority or measure, paid to the financial instrument and management costs incurred or management fees paid (Article 46(2)(d) and (e) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
14. Total amount of programme contributions committed in the funding agreement (in EUR)	M04: 2,465,753.00 Total: 2,465,753.00
14.1. out of which ESI Funds contributions (in EUR)	M04: 1,908,853.00 Total: 1,908,853.00
14.1.1. out of which ERDF (in EUR) (optional)	
14.1.2. out of which Cohesion Fund (in EUR) (optional)	
14.1.3. out of which ESF (in EUR) (optional)	
14.1.4. out of which EAFRD (in EUR) (optional)	M04: 1,908,853.00 Total: 1,908,853.00

14.1.5. out of which EMFF (in EUR) (optional)	
15. Total amount of programme contributions paid to the financial instrument (in EUR)	M04: 2,465,753.00 Total: 2,465,753.00
15.1. out of which amount of ESI Funds contributions (in EUR)	M04: 1,908,853.00 Total: 1,908,853.00
15.1.1. out of which ERDF (in EUR)	
15.1.2. out of which Cohesion Fund (in EUR)	
15.1.3. out of which ESF (in EUR)	
15.1.4. out of which EAFRD (in EUR)	M04: 1,908,853.00 Total: 1,908,853.00
15.1.5. out of which EMFF (in EUR)	
15.2. out of which total amount of national co-financing (in EUR)	M04: 556,900.00 Other: 0.00 Total: 556,900.00
15.2.1. out of which total amount of national public funding (in EUR)	M04: 556,900.00 Total: 556,900.00
15.2.2. out of which total amount of national private funding (in EUR)	
16. Total amount of programme contributions paid to the financial instrument under Youth Employment Initiative (YEI) (in EUR)	
17. Total amount of management costs and fees paid out of programme contributions (in EUR)	M04: 5,013.62 Total: 5,013.62
17.1. out of which base remuneration (in EUR)	M04: 4,627.44 Total: 4,627.44
17.2. out of which performance-based remuneration (in EUR)	M04: 386.18 Total: 386.18
18. Capitalised management costs or fees pursuant to Article 42(2) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant only for final report) (in EUR)	
19. Capitalised interest rate subsidies or guarantee fee subsidies pursuant to Article 42(1)(c) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant to final report only) (in EUR)	
20. Amount of programme contributions for follow-on investments in final recipients pursuant to Article 42(3) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant for final report only) (in EUR)	
21. Contributions of land and/or real estate in the financial instrument pursuant to Article 37(10) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant for final report only) (in EUR)	

V. Total amount of support paid to final recipients, or to the benefit of final recipients, or committed in guarantee contracts by the financial instrument for investments in final recipients, by ESI Funds programme and priority or measure (Article 46(2)(e) of Regulation (EU) No 1303/2013)

22. Name of financial product offered by the financial instrument	Garanties des premières pertes d'un portefeuille
22.1. Type of financial product offered by the financial instrument	Guarantee
24. Total amount of programme contributions committed in this loan, guarantee, equity, quasi-equity or other financial product contracts with final recipients (in EUR)	M04: 549,040.75 Total: 549,040.75
24.1. out of which total amount of ESI Funds contributions (in EUR)	M04: 256,237.32 Total: 256,237.32
25. Total amount of programme contributions paid to final recipients through this loan, micro-loans, equity or other products, or, in the case of guarantee, committed for loans paid to final recipients, by product (in EUR)	M04: 475,093.45 Total: 475,093.45
25.1. out of which total amount of ESI Funds contributions (in EUR)	M04: 221,726.11 Other: 0.00 Total: 221,726.11
25.1.1. out of which ERDF (in EUR)	
25.1.2. out of which Cohesion Fund (in EUR)	
25.1.3. out of which ESF (in EUR)	
25.1.4. out of which EAFRD (in EUR)	M04: 221,726.11 Total: 221,726.11
25.1.5. out of which EMFF (in EUR)	
25.2. out of which total amount of national public co-financing (in EUR)	M04: 253,367.34 Total: 253,367.34
25.3. out of which total amount of national private co-financing (in EUR)	
26. Total value of loans actually paid to final recipients in relation to the guarantee contracts signed (EUR)	3,453,161.78
26.1. Total value of new debt finance created by the SME Initiative (CPR Art. 39 (10) b)	
27. Number of loan/guarantee/equity or quasi-equity/other financial product contracts signed with final recipients, by product	M04: 22.00 Total: 22
28. Number of loan/guarantee/equity or quasi-equity/other financial product investments made in final recipients, by product	M04: 22.00 Total: 22
29. Number of financial recipients supported by the	M04: 19.00

financial product	Total: 19
29.1. out of which large enterprises	
29.2. out of which SMEs	M04: 19.00 Total: 19
29.2.1. out of which microenterprises	M04: 19.00 Total: 19
29.3. out of which individuals/natural persons	
29.4. out of which other type of final recipients supported	
29.4.1. description of other type of final recipients supported	
33. Total number of guarantees provided and called due to the loan default	0
34. Total amount committed for guarantees provided and called due to loan default (in EUR)	0.00
39. Expected and achieved leverage effect, by reference to the funding agreement	
39.1. Expected leverage effect for guarantee, by reference to the funding agreement	5.00
39.2. Achieved leverage effect at the end of reporting year for guarantee	15.02
39.3. Investment mobilised through ESIF financial instruments for guarantee (Optional)	5,700,726.07
VI. The performance of the financial instrument, including progress in its set-up and in selection of bodies implementing the financial instrument (including the body implementing a fund of funds) (Article 46(2)(f) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
32. Information whether the financial instrument was still operational at the end of the reporting year	Yes
32.1. If the financial instrument was not operational at the end of the reporting year, date of the winding-up	
VII. Interest and other gains generated by support from the ESI Funds to the financial instrument, programme resources paid back to financial instrument from investments as referred to in Articles 43 and 44, amounts used for differentiated treatment as referred to in Article 43a, and the value of equity investments with respect to previous years (Article 46(2)(g) and (i) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
35. Interest and other gains generated by payments from ESI Funds to the financial instrument (in EUR)	0.00
36. Amounts repaid to the financial instrument attributable to support from ESI Funds by the end of the reporting year (in EUR)	0.00
36.1. out of which capital repayments (in EUR)	0.00

36.2. out of which gains, other earnings and yields (in EUR)	0.00
37. Amounts of resources attributable to ESI Funds used in accordance with Article 44 and 43a	0.00
37.1. out of which amounts paid for differentiated treatment of investors operating under the market economy principle, who provide counterpart resources to the support from the ESI Funds to the financial instrument or who co-invest at the level of final recipient (in EUR)	0.00
37.2. out of which amounts paid for the reimbursement of management costs incurred and payment of management fees of the financial instrument (in EUR)	0.00
37.3. out of which amounts to cover losses in the nominal amount of the ESI Funds contribution to the financial instrument resulting from negative interest, if such losses occur despite active treasury management by the bodies implementing financial instruments (in EUR)	0.00
VIII. Progress in achieving the expected leverage effect of investments made by the financial instrument and value of investments and participations (Article 46(2)(h) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
38. Total amount of other contributions, outside ESI Funds, raised by the financial instrument (EUR)	
38.1. Total amount of other contributions, outside the ESI Funds committed in the funding agreement with the body implementing the financial instrument (in EUR)	
38.1A. Contributions under EIB financial product committed in the funding agreement with the body implementing the financial instrument (only for the instruments under Article 38(1)(c)) (in EUR)	
38.2. Total amount of other contributions, outside the ESI Funds paid to the financial instrument (in EUR)	
38.2.1. out of which public contributions (EUR)	
38.2.2. out of which private contributions (EUR)	
38.2A. Contribution under EIB financial product paid to FI (only for the instruments under Article 38(1)(c)) (in EUR)	
IX. Contribution of the financial instrument to the achievement of the indicators of the priority or measure concerned (Article 46(2)(j) of Regulation (EU) No 1303/2013)	

11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES

Voir annexe relative au suivi

Annexe II

Tableau détaillé décrivant le niveau de mise en œuvre par domaines prioritaires incluant les indicateurs de réalisation

Domaine prioritaire 1A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1A	T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2020			0,09	23,51	0,38
		2014-2019			0,08	20,90	
		2014-2018			0,06	15,67	
		2014-2017			0,01	2,61	
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1B	T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2020					2,00
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1C	T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2020					0,00
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2A	T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	2014-2020	4,70	89,94	4,70	89,94	5,23
		2014-2019	3,75	71,76	3,89	74,44	
		2014-2018	2,90	55,49	3,04	58,17	
		2014-2017	3,47	66,40	2,09	39,99	
		2014-2016	0,49	9,38	0,49	9,38	
		2014-2015	1,98	37,89	0,31	5,93	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	45 087 978,79	95,29	33 537 116,19	70,88	47 314 764,00
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	911 318,12	47,96	594 194,34	31,27	1 900 000,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	44 176 660,67	97,27	32 942 921,85	72,54	45 414 764,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2020			148 799 373,67	102,42	145 280 786,00
M04.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020			31 208 954,07	70,38	44 342 846,00
M04.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2020			1 197,00	90,00	1 330,00

Domaine prioritaire 2B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2B	T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	2014-2020	3,94	95,50	3,94	95,50	4,13
		2014-2019	3,34	80,96	3,34	80,96	
		2014-2018	2,62	63,50	2,62	63,50	
		2014-2017	4,99	120,95	1,94	47,02	
		2014-2016	1,09	26,42	1,09	26,42	
		2014-2015	1,34	32,48	0,66	16,00	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	21 919 386,02	77,08	17 212 653,13	60,53	28 437 500,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	21 919 386,02	77,08	17 212 653,13	60,53	28 437 500,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2020			81 360 918,00	286,10	28 437 500,00
M06.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020			17 212 653,13	60,53	28 437 500,00
M06.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2020			1 002,00	95,43	1 050,00

Domaine prioritaire 3A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
3A	T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	2014-2020	0,21	15,72	0,17	12,73	1,34
		2014-2019	0,19	14,22	0,17	12,73	
		2014-2018	0,16	11,98	0,10	7,49	
		2014-2017	0,19	14,22	0,01	0,75	
		2014-2016	0,04	2,99	0,11	8,23	
		2014-2015	0,06	4,49	0,03	2,25	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
3A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	2 804 606,65	82,08	1 904 420,45	55,73	3 416 961,00
M03	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	922 109,58	75,45	424 684,84	34,75	1 222 222,00
M03.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2020			1,00	0,29	340,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	1 530 597,22	96,19	1 479 735,61	92,99	1 591 254,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2020			5 636 536,30	106,27	5 304 180,00
M04.1 M04.2	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2020			99,00	99,00	100,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	351 899,85	58,31	0,00	0,00	603 485,00

Priorité P4							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
P4	T13: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2020					0,02
		2014-2019					
		2014-2018			0,01	44,70	
		2014-2017			0,01	44,70	
		2014-2016					
		2014-2015					
	T8: pourcentage des forêts ou autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)	2014-2020					0,02
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015			0,01	44,70	
	T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2020			5,67	1 213,89	0,47
		2014-2019			10,38	2 222,25	
		2014-2018			7,39	1 582,12	
		2014-2017			0,45	96,34	
		2014-2016					
		2014-2015					
	T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	2014-2020			6,24	106,57	5,86
		2014-2019			11,41	194,86	
		2014-2018			7,97	136,11	
		2014-2017			3,17	54,14	
		2014-2016			0,13	2,22	
		2014-2015			0,13	2,22	
	T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	2014-2020			15,22	173,50	8,77
		2014-2019			29,82	339,92	
		2014-2018			24,40	278,14	
		2014-2017			9,58	109,20	
		2014-2016			3,00	34,20	
		2014-2015			3,00	34,20	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
P4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	427 729 189,95	100,89	360 099 039,77	84,94	423 944 354,00
M04	O1 - Total des dépenses	2014-2020	14 347 047,87	124,27	10 686 710,52	92,57	11 544 644,00

	publiques						
M04	O2 - Total des investissements	2014-2020			35 585 888,16	126,91	28 039 879,00
M04.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2020			8,00	80,00	10,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	7 624 133,44	49,72	3 299 419,16	21,52	15 333 333,00
M07.1	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2020			0,00	0,00	30,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	251 024,17	31,61	11 885,98	1,50	794 121,00
M08.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020			11 885,98	8,91	133 333,00
M08.5	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020			0,00	0,00	794 121,00
M08.5	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2020			0,00	0,00	10,00
M08.5	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2020			0,00	0,00	100,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	153 378 000,75	86,37	125 358 206,89	70,59	177 578 428,00
M10.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2020			171 397,50	100,82	170 000,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	93 102 001,51	129,92	61 715 835,01	86,12	71 660 504,00
M11.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2020			46 218,05	63,15	73 190,00
M11.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2020			30 867,04	107,93	28 600,00
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	159 026 982,21	108,16	159 026 982,21	108,16	147 033 324,00
M13.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2020			191 601,86	81,39	235 402,22
M13.3	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2020			58 284,51	65,67	88 749,51

Domaine prioritaire 5A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5A	T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)	2014-2020					5,39
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	2 033 018,20	3,22	551 066,81	0,87	63 174 603,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	2 033 018,20	3,22	551 066,81	0,87	63 174 603,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2020			2 320 084,73	1,47	157 936 508,00
M04	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2020			0,00	0,00	8 000,00
M04.1 M04.3	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2020			8,00	80,00	10,00

Domaine prioritaire 5C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5C	T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)	2014-2020	788 621,75	24,84	788 621,75	24,84	3 174 603,00
		2014-2019	698 208,00	21,99	698 208,00	21,99	
		2014-2018	564 748,60	17,79	564 748,60	17,79	
		2014-2017	581 372,37	18,31	218 714,06	6,89	
		2014-2016	198 944,06	6,27	198 944,06	6,27	
		2014-2015	270 467,66	8,52			
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5C	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	826 706,59	67,05	453 212,89	36,76	1 233 005,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	826 706,59	67,05	453 212,89	36,76	1 233 005,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2020			788 621,75	25,58	3 082 512,00
M04.1 M04.3	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2020			21,00	52,50	40,00

Domaine prioritaire 5E							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5E	T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)	2014-2020			0,02	5,24	0,38
		2014-2019			0,02	5,24	
		2014-2018			0,01	2,62	
		2014-2017			0,01	2,62	
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5E	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	793 128,88	69,16	515 917,19	44,99	1 146 787,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	793 128,88	69,16	515 917,19	44,99	1 146 787,00
M08.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020			0,00	0,00	533 333,00
M08.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020			0,00	0,00	5 559,00
M08.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020			504 031,21	51,01	988 057,00
M08.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020			0,00	0,00	158 730,00

Domaine prioritaire 6A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6A	T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)	2014-2020					135,00
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	8 304 840,25	81,16	6 236 842,53	60,95	10 233 077,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	7 030 098,20	82,02	5 110 310,90	59,62	8 571 429,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2020			25 087 396,09	58,54	42 857 143,00
M04	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2020					40,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	692 646,25	101,48	776 531,63	113,77	682 521,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2020			2 723 048,10	157,53	1 728 538,00
M06.2 M06.4	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2020			34,00	85,00	40,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	582 095,80	59,45	350 000,00	35,75	979 127,00
M08	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2020					15,00
M08.6	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020			350 000,00	35,75	979 127,00
M08.6	O2 - Total des investissements	2014-2020			2 629 196,00	107,41	2 447 817,00

Domaine prioritaire 6B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6B	T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	2014-2020					100,00
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	2014-2020					4,49
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	2014-2020			64,29	190,77	33,70
		2014-2019			64,29	190,77	
		2014-2018			64,29	190,77	
		2014-2017			64,29	190,77	
		2014-2016			64,29	190,77	
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	41 877 798,80	61,11	32 716 421,48	47,74	68 525 854,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020	22 735 391,26	75,66	19 213 164,23	63,94	30 050 854,00
M07.1 M07.2 M07.4 M07.5 M07.6 M07.7 M07.8	O15 - Population bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (informatiques ou autres)	2014-2020			2 806 774,00	2 806,77	100 000,00
M07.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2020			52,00	26,00	200,00
M07.5	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2020			3,00	15,00	20,00
M07.6	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2020			6,00	20,00	30,00
M19	O1 - Total des	2014-2020	19 142 407,54	49,75	13 503 257,25	35,10	38 475 000,00

	dépenses publiques						
M19	O18 - Population concernée par les groupes d'action locale	2014-2020			1 144 631,00	190,77	600 000,00
M19	O19 - Nombre de groupes d'action locale sélectionnés	2014-2020			19,00	100,00	19,00
M19.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020			90 889,00	9,32	975 000,00
M19.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020			9 585 599,00	31,95	30 000 000,00
M19.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020			74 790,90	7,04	1 062 500,00
M19.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2020			3 751 978,35	58,28	6 437 500,00

Documents

Intitulé du document	Type de document	Date du document	Référence locale	Référence de la Commission	Total de contrôle	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
Résumé citoyen 2020	Résumé à l'intention des citoyens	31-05-2021		Ares(2021)4539891	2514609229	Résumé citoyen 2020	13-07-2021	n006q71u
AIR Financial Annex 2014FR06RDRP054	Annexe financière (systèmes)	09-07-2021		Ares(2021)4539891	2373654067	AIRfinancialAnnex2014FR06RDRP054_fr.pdf	13-07-2021	n006q71u

